

*l'Anti*capitaliste

n°465 | 28 février 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

POUR UN MOIS DE MARS DE LUTTES

ON LÂCHE
RIEN



Dossier

**LEUR ÉCOLE
ET LA NÔTRE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

En Algérie, derrière la contestation du 5^e mandat, la colère sociale Page 2

PREMIER PLAN

Assurance chômage: grave récession annoncée Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Venezuela: bras de fer «humanitaire» sur le dos de la population Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Pierre Puchot sur l'actualité du phénomène jihadiste Page 12



édito

Par OLIVIER BELIN

En Algérie, derrière la contestation du 5^e mandat, la colère sociale

Vendredi 22 février, des dizaines de milliers d'AlgérienEs sont descendus dans les rues d'Alger et de plusieurs autres villes pour protester contre la candidature, à l'élection présidentielle d'avril, d'Abdelaziz Bouteflika, pour un cinquième mandat. Des manifestations quasi spontanées, appelées sur les réseaux sociaux, précédées quelques jours plus tôt par des chahuts dans les stades contre l'annonce de cette candidature. Rebelote dimanche 24, à Alger, malgré les barrages et gaz lacrymogènes. De nouvelles manifestations sont annoncées.

«*Non au cinquième mandat*» : des politiciens de l'opposition, qui voudraient voir leur tour arriver et se sont joints aux manifestantEs, aimeraient qu'on en reste là. Même le général Zeroual, président de l'Algérie de 1994 à 1995, est sorti sur le pas de sa porte, à Batna, pour saluer les manifestantEs. Mais la question posée dépasse largement celle d'un cinquième mandat.

Le maintien au pouvoir d'un vieil homme qui, déjà il y a cinq ans, lors de sa quatrième élection, n'était plus en état de gouverner suite à un AVC, montre tout le mépris pour la population des coteries au pouvoir en Algérie. Il est surtout à l'image de la paralysie du régime et des querelles qui s'y déroulent, dans les hautes sphères dirigeantes et les sommets de l'armée. Mais c'est le régime lui-même qui est en cause : sa corruption, qui surgit périodiquement au grand jour dans la presse à l'occasion de scandales et de règlements de comptes au sein de la clique paraïstaire ; l'aggravation de la situation sociale surtout, avec l'inflation galopante de ces dernières années qui a rogné tous les salaires, et l'accroissement du chômage, notamment celui des jeunes.

Le régime brandit son argument ultime, qui a pesé jusque-là : l'ordre que maintiendrait l'armée, sans lequel le pays pourrait sombrer à nouveau dans le chaos des années 1990, ces dix années de guerre entre l'armée et les groupes islamistes qui avaient suivi la révolte sociale d'octobre 1988 et contribué à l'étouffer. Le secrétaire général de la confédération syndicale officielle, l'UGTA, y est allé, contre les manifestantEs, de cette menace, «*Vous voulez revenir aux jours de sang et de larmes, et des maisons incendiées ?*»

Ce qui inquiète tous ces gens-là, c'est bien que cette colère ne s'arrête pas au problème électoral, mais qu'elle est en train de prendre la voie d'une vraie révolte sociale d'ampleur.

BIEN DIT

Je voudrais saluer toutes les féministes, celles qui écrivent, agissent, prennent la parole et défendent au quotidien la cause des femmes. Qui bravent parfois des tempêtes d'insultes et d'agressivité en tout genre. Elles m'ont permis de m'éveiller et de devenir la femme que je suis.

LÉA DRUCKER, lors de la cérémonie des Césars, 22 février 2019.

À la Une

Pour un mois de mars de luttes On lâche rien

Une fois de plus, la mobilisation a déjoué les pronostics et surtout les espoirs gouvernementaux d'extinction progressive du mouvement. Pour l'Acte 15, le ministère de Castaner a été obligé d'annoncer des chiffres en hausse par rapport à l'Acte 14 : 46 000 manifestantEs au lieu de 41 000.

Ce sursaut est symptomatique de l'ancrage d'un mouvement qui s'exprime chaque samedi, mais aussi sur les ronds-points réoccupés après plusieurs évacuations, dans les assemblées et les initiatives multiformes : femmes Gilets jaunes, occupations d'agences de Pôle emploi avec des associations de privéEs d'emploi et des syndicalistes, soutien et participation à des mobilisations de salariéEs contre des licenciements, blocages d'entrepôts logistiques comme Amazon ou de plateformes comme celle de Rungis. Ces actions qui se renouvellent depuis plus de 3 mois créent un avant et un après dans la vie de centaines de milliers de femmes et d'hommes. Elles tissent aussi des liens, encore embryonnaires, mais porteurs d'espoirs, entre des salariéEs de boîtes sans tradition de lutte et des secteurs plus organisés mais parfois quelque peu démoralisés par les défaites subies et par la politique des directions syndicales. Elles tissent des liens entre des habitantEs des zones péri-urbaines et des quartiers populaires, qui ont payé le prix fort du démantèlement des services publics et de marginalisation sociale générée par les politiques de baisse du «*coût du travail*» (salaires tirés vers le bas, chômage). Le mouvement protéiforme et inédit des Gilets jaunes devient un agent actif de la crise politique d'un système qui perd de plus en plus de légitimité, au fur et à mesure que son incapacité à surmonter les effets dévastateurs du capitalisme crève les yeux au propre comme au figuré.

Une réponse politique aux attaques du gouvernement

Ce sursaut est d'autant plus significatif qu'il intervient à l'issue d'une

LA MOBILISATION
NE FAIBLIT PAS



LES BLESSÉS
ET LES MUTILÉS TU
ME LES COMPTES
QU'À MOITIÉ!



CHARMAG

semaine de déferlement de haine contre les Gilets jaunes. Aux violences policières, à la machine à réprimer judiciaire, s'est ajoutée une campagne d'instrumentalisation politicienne aux effets dévastateurs. L'utilisation de l'agression antisémite contre Finkielkraut pour présenter les Gilets jaunes comme un mouvement qui «*libérerait*» la parole et les actes antisémites est une contre-vérité, car le développement des diverses formes d'antisémitisme des extrêmes droites n'a pas attendu le mouvement pour prospérer. Cette instrumentalisation peut au contraire contribuer à banaliser les agressions antisémites...

Les propos du secrétaire d'État Nunez, traitant les Gilets jaunes de «*hordes de sauvages*» qui s'attaquent à des policiers irréprochables pourraient être ridicules s'il n'y avait pas 2 000 blessés et des dizaines de mutilés. La réponse

des manifestantEs de l'Acte 15 s'est exprimée sur les chasubles et les pancartes «*Ni raciste, ni antisémite, ni homophobe, toujours mobilisé*» ou dans les slogans «*Gilets jaunes antiracistes*», déclinés avec la créativité d'un mouvement bien vivant. C'est une réponse sans équivoque à destination de la campagne gouvernementale et médiatique, mais aussi de ceux qui dans les rangs des Gilets jaunes peuvent relayer des thèses racistes, antisémites, sexistes et homophobes.

Pendant ce temps-là...

Macron a fanfaronné au Salon de l'Agriculture avec comme objectif politique et médiatique d'exploser son record de présence et de «*contact sans filtre*» avec «*le peuple*». Un concentré de l'évolution d'un pouvoir personnel centré sur un individu narcissique, qui veut avoir le dernier mot quel que soit son

interlocuteur ou interlocutrice et qui vampirise l'espace politique. Quand Macron va au contact des masses, c'est dans un Parc des expositions bunkerisé, entouré d'un service d'ordre pléthorique, bien loin des fermes dans lesquelles les agriculteurEs sombrent dans le désespoir. Quand Macron parle de l'Europe et de l'agriculture, s'est pour enfile les phrases creuses, en ignorant les dénonciations des paysanEs qui sont obligés de s'endetter parce qu'ils et elles n'ont toujours pas touché les aides européennes pour passer à l'agriculture biologique. Quand il fait l'autopromotion de son «*bilan*», c'est en étant incapable de parler des effets de sa «*loi Alimentation*», qui a fait flamber les prix de centaines de produits de consommation courante et les profits de la grande distribution, puisqu'aucun moyen contraignant n'est prévu pour que Carrefour, Leclerc et leurs concurrents s'assurent de l'augmentation des prix d'achat aux producteurs. Il est inévitable que cette hypercentralisation du pouvoir, cette autosatisfaction en contradiction totale avec la vie du monde réel, approfondissent une crise politique que la violence répressive ne pourra pas juguler. D'autant que les conditions objectives d'un «*ToutEs ensemble*» s'accroissent, entre les votes au Parlement et les projets annoncés : loi Blanquer sur «*l'école de la confiance*» qui prévoit entre autres de remplacer des enseignantEs par des étudiantEs payés 700 euros, ou qui imposent d'augmenter le financement des écoles privées en parallèle du dépouillement du service public de l'éducation ; projet de loi santé qui remplace l'hôpital public par des «*hôpitaux de proximité*», proposition du Premier ministre d'imposer des contreparties aux allocations chômage pour lutter contre les «*fainéants*». Sans parler de l'impuissance de ce gouvernement, qui déverse des milliards en cadeaux aux entreprises, à leur interdiction de licencier et de fermer des entreprises comme Ford, Ascoval, ACC, les Fonderies du Poitou... La convergence des colères doit se construire autour de deux dates : l'Acte 18 des Gilets jaunes le 16 mars, en réponse aux bilans du «*Grand débat*», et le 19 mars en construisant la grève.

Cathy Billard

ASSURANCE CHÔMAGE

Grave récession annoncée

Comme attendu, les « *négociations* » ont buté sur la question des contrats courts. Il est important de s'arrêter en détail sur cette question car l'examen de quelques chiffres permet de démonter les idées reçues sur la « *générosité* » du régime d'assurance chômage et sur les chômeurs qui « *déconntent* »...

On observe que la frontière entre emploi et chômage se brouille et si la catégorie A des demandeurEs d'emploi – ceux qui ne travaillent pas une seule heure – reste stable, les catégories B et C explosent. Comme le rappelle Claire Vivès, sociologue, un demandeur d'emploi sur trois et un allocataire sur deux travaillent, et ceci bien que travailler ne rapporte que 10% de revenu supplémentaire aux allocataires de l'assurance chômage. En effet, les règles de cumul ne

permettent pas de gagner plus que ce que l'on percevait comme salaire auparavant.

La place centrale des contrats courts

Dans une étude récente l'Insee livre des chiffres éclairants. En moyenne donc, en 2017, 1,2 million de personnes occupaient un emploi en contrat court, CDD et intérim compris. Si, en moyenne, en 2017, 4,5% des personnes en emploi étaient en contrat court, soit un contrat de moins de trois

mois, près de 75% des embauches (hors intérim) réalisées sur une année se faisaient sous ce type de contrat, selon une analyse de l'Insee, publiée le 6 février. Parmi les personnes en contrat court, 57% sont en CDD, et 43% effectuent une mission d'intérim. En outre, toujours en 2017, 18% des salariéEs en contrat court à temps partiel souhaitaient travailler davantage et étaient disponibles pour le faire, contre 6% dans l'emploi total. Plus globalement, ajoute l'Insee, « *29% des salariés en contrat court (32%*

pour l'intérim court et 27% pour les CDD courts) souhaitent trouver un autre emploi, en remplacement ou en complémentarité de leur emploi actuel ». Ils ne sont que 11% parmi l'ensemble des personnes occupant un emploi.

Les jeunes basculeraient plus souvent vers l'inactivité, ou une reprise/poursuite d'études. Ces transitions fréquentes entre emploi en contrat court, chômage et inactivité se traduisent par un taux d'inscription à Pôle emploi plus élevé : 55% des personnes en contrat court y sont inscrites, contre 40% des personnes en CDD ou en intérim et 7% de l'ensemble des personnes occupant un emploi. « *Cela dit, les réembauches et renouvellements de contrats chez le même employeur étaient par ailleurs fréquents en 2017, puisque 60% des personnes en contrat court travaillaient encore dans la même entreprise trois mois plus tard* ».

Un monde à changer

UN NOUVEL OBJECTIF POUR LES GILETS JAUNES: CITÉCO

Le néolibéralisme avait déjà ses monuments, à l'instar de la fondation Vuitton, largement payée par l'argent du contribuable et les niches fiscales. Il a désormais son musée.

Nous l'ignorions, mais en 2016 le gouvernement a confié à la Banque de France une mission d'éducation économique et financière. On aurait pu imaginer que cette mission soit confiée à des universitaires d'opinions opposées. Cela n'aurait pas été parfait mais il y aurait eu au moins une petite place pour celles et ceux qui refusent le discours dominant. Mais, bon, avant même Macron, puisque c'était sous Hollande, la Banque de France a été choisie pour mettre en place Citéco, la Cité de l'économie. Dans l'édito de la brochure de présentation, François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque, en frétille d'aise: «*Au cœur de l'Europe, au service des Français, la Banque de France a trois missions principales: la stabilité financière, la stratégie monétaire, les services à l'économie. L'éducation économique et budgétaire des citoyens est à cet égard fondamentale. Afin de renforcer les connaissances économiques de tous*

et permettre à chacun de prendre des décisions financières éclairées.»

Si on feuillette la brochure, on est éclairé sur la conception de l'économie qui sera exposée: pas la moindre allusion au travail, au profit, ni à l'écologie.

Et où sera installé ce nouveau temple de la pensée unique? Dans un monument historique, l'hôtel Gaillard situé dans le 17^e arrondissement de Paris. Le Gaillard qui l'a fait construire (Emile de son prénom) n'était pas à l'étroit puisque, nous apprend toujours la brochure de la Banque, il y a donné en 1885 un bal costumé avec 2000 invités en costumes du 16^e siècle!

Pour aménager les lieux, la Banque de France a investi 53 millions d'euros. Le budget de fonctionnement sera de 5,5 millions d'euros, dont 1,5 million issu des recettes (billetterie, commerces). Autrement dit, si on comprend bien ces chiffres, un déficit annuel de 4 millions d'euros par an. Contrairement aux vulgaires lignes de train et aux maternités, le temple du néolibéralisme aura donc droit à un déficit!

Ouverture en juin, 1, place du Général-Catroux Paris 17^e. Qu'on se le dise.

GILETS JAUNES Retour sur le week-end des 23-24 février

Déjouant une fois de plus les pronostics d'«essoufflement», le mouvement des Gilets jaunes a franchi le cap de son quinzième week-end de mobilisation, avec des manifestations réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes au niveau national, et la poursuite des tentatives de structuration. Aperçu à Dijon et Strasbourg. D'autres informations sur notre site: www.npa2009.org.

Dijon, 23 février

Le 23 février, plusieurs actions des Gilets jaunes ont eu lieu dans le département de la Côte-d'Or. Hors Dijon, une trentaine de participantEs venus de trois cantons se sont donné rendez-vous à 13h30 au chalet des Gilets jaunes de Châtillon-sur-Seine, pour assurer un barrage filtrant. Les Gilets jaunes de Til-Châtel étaient, eux, au péage de Dijon-Sud vers 9h30 et ont rejoint Dijon pour la manifestation de l'après-midi, comme c'est le cas depuis plusieurs samedis. À Dijon, le départ à 14 heures n'a rassemblé qu'environ 500 participantEs. La traditionnelle «tournée» des rues de Dijon a connu un succès un brin inférieur aux samedis précédents, même si le cortège a grossi jusqu'à 1500 au plus fort du défilé. C'est significatif, en pleines vacances scolaires. À l'arrivée, après 3 heures de manifestation, la préfecture étant proche, des affrontements ont lieu entre les policiers et certains manifestantEs place de la République, à l'entrée de la rue de la préfecture. Des grenades lacrymogènes ont été lancées massivement, immédiatement et en prenant à partie tout le cortège qui a reculé progressivement, puis s'est disloqué très rapidement.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

Pendant la semaine, une AG avec plusieurs dizaines de participantEs avait permis de réunir les divers groupes locaux et de commencer à coordonner les actions. Des échanges ont déjà bien avancé sur les revendications à porter, notamment pour préparer la future présence à la rencontre nationale de Saint-Nazaire début avril. Trois priorités ont été validées, la justice sociale et fiscale, la transition écologique et les services publics. Une nouvelle AG est prévue chaque semaine et le mouvement Gilets jaunes 21 travaille à se coordonner et à s'installer dans

la durée, n'en déplaise à Rebsamen et aux notables du «Grand débat».

Strasbourg, 24 février

Un «appel de la coordination des comités et QG des Gilets jaunes de la région Est» a été adopté lors d'une réunion organisée le dimanche 24 février. Extraits: «*Nous, 250 Gilets jaunes de l'Est de 38 villes, comités et QGs, nous sommes réunis ce jour à Strasbourg pour partager nos expériences et nous coordonner pour construire ensemble notre mouvement. D'autres assemblées et coordinations se sont*

déjà tenues et se tiendront. À l'étape où nous en sommes, la coordination du mouvement à la plus large échelle est indispensable: multiplions les contacts et les liens pour assurer le succès de l'action commune engagée dans notre lutte.

Malgré la répression féroce et les pires calomnies de Macron et de son gouvernement, notre mouvement résiste et continue dans l'Est comme ailleurs. Partout en France, des centaines de milliers de Gilets jaunes s'organisent depuis des mois pour changer la société dans ce qu'elle a de plus injuste. Indépendamment de nos particularités qui sont une richesse, nous revêtons toutes et tous nos gilets jaunes et relevons la tête sur nos ronds-points et dans nos entreprises. Les villes, les villages, les quartiers et les lieux les plus ignorés du territoire depuis des mois s'éveillent. Sans attendre Macron et son grand blabla, nous menons le débat. Nous ne voulons pas seulement un juste prix à la pompe. Nous voulons également contribuer à poser les bases d'une société démocratique qui ne condamne pas à l'extrême pauvreté à un pôle pour fabriquer des riches toujours plus riches à l'autre. Notre combat conserve un soutien fort dans la population qui partage les problèmes de vie chère et d'organisation démocratique que nous avons posés. [...] Nous appelons d'ores et déjà à nous retrouver à Colmar le samedi 2 mars pour manifester à 14h à la Statue de la liberté.»

Le chiffre 331 000

C'est, en euros, le montant qu'un magasin Carrefour menace de faire payer à une manifestante Gilet jaune de la région de Toulon après le blocage d'un rond-point le 16 février. L'avocate du magasin lui a déclaré: «*Votre attitude est à l'origine d'un préjudice très important pour ma cliente [Carrefour], qui a évalué à 331 000 euros la perte de son chiffre d'affaires pour la journée du samedi 16 février.*» Selon ses camarades Gilets jaunes, «*une inadmissible répression.*» On ne saurait mieux dire...



Agenda

Samedi 2 mars, manifestation des Gilets jaunes «Acte 16».

Mercredi 6 mars, «La fin de la sous-traitance à l'Holiday Inn Clichy ça se fête!», Gennevilliers (92).

À 18h30, bourse du travail de Gennevilliers, 6, rue Lamartine, métro Les-Agnettes. Projection du documentaire *Les invisibles* de Clarisse Feletin suivie d'un débat avec les grévistes. Restauration sur place. La recette sera versée en solidarité aux grévistes de la Poste du 92. Soirée organisée par la CGT HPE.

Vendredi 8 mars, Rassemblement féministe, Paris. À 15h40, place de la République.

Vendredi 8 mars, Marche de nuit féministe, Paris. À 18h à la sortie du métro Belleville.

8-9-10 mars, week-end antiraciste, Paris 20^e. Débat, manifestation, soirée-concert, assemblée générale, atelier... Tout le programme sur Facebook: Collectif Paris 20ème Solidaire avec tous les migrants.

NO COMMENT

Ils sont peut-être antisémites, mais ils sont de notre côté.

ANAT BERKO, députée Likoud à la Knesset, à propos de la réception, par Netanyahu, des Premiers ministres tchèque, slovaque et hongrois, citée par Haaretz, 19 février 2019.

Taxations et surcotisations sur les contrats courts

Claire Vivès montre que 1% de malus sur les CDD de moins d'un mois ne rapporterait que 250 millions, De même les surcotisations qui ont été brièvement appliquées en 2014 sur l'intérim n'ont pas eu d'effet. Le patronat refuse toute mesure réelle de lutte contre la précarité, et toute hausse générale du taux des cotisations, qui n'ont pas augmenté depuis 2003. Or augmenter la cotisation d'assurance chômage de 1% sur tous les contrats rapporterait 5 milliards, car le CDI demeure majoritaire en termes d'emplois. L'égalité des salaires hommes-femmes, 6 milliards (comme en Islande) et le dé plafonnement des cotisations pour les salaires au-delà de 13000 euros/mois, 800 millions, soit au total près de 12 milliards! Le déficit (2 milliards en 2018 et 0,9 milliard prévu en 2019) est réglé!

Et maintenant?

Il n'y aura pas d'accord signé sur le dos des chômeurEs comme en 2014 (800 millions d'euros de baisse de droits), mais les «partenaires sociaux» laissent en connaissance de cause la main au gouvernement pour mettre en œuvre son plan de baisse supplémentaire de droits. Le choix patronal renvoie en partie à des débats internes au Medef sur l'utilité de continuer à continuer à participer à la gestion de ce régime. Sans compter que le développement des assurances complémentaires au forfait minimal permettrait aussi de mettre la main sur un gros pactole (37 milliards de cotisations...). Avec la suppression des cotisations salariales et leur remplacement par la CSG, le gouvernement a la main sur le financement du régime. La baisse des droits est donc programmée (1,3 milliard/an), la voie vers le forfait minimal est ouverte, les outils pour

FAIRE BOSSER GRATUITEMENT LES CHÔMEURS



FOLLETTE-LE POUR QU'IL TROUVE RI BOLLÔT...



«OUÏ DE COUPE TES ALLOCS!»



CHARMAG

faire accepter n'importe quoi aux chômeurEs sont en place! Tout est donc fait pour dégrader sensiblement les conditions de vie des chômeurEs et de l'ensemble des salariéEs. Depuis le début de l'année, plusieurs actions et/ou occupations (réunissant associations, intermittentEs, syndicats de Pôle emploi) ont eu lieu dans plusieurs villes. La dernière en date a eu

lieu vendredi 22 février avec l'occupation du bâtiment de Pôle emploi abritant le centre de contrôle de la recherche d'emploi dans le 18^e arrondissement de Paris, avec intervention policière au bout. Ce sont ces actions qu'il faudra continuer pour aller demander des comptes à la direction de Pôle emploi et à Mme Pénicaud!
Correspondant

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

16 MARS

Contre le racisme et les violences policières

Le 21 mars est traditionnellement la journée internationale de lutte contre le racisme. Cette année l'appel à se mobiliser est lancé pour le 16 mars, le 21 ne tombant pas un samedi.

Des manifestations auront lieu dans plusieurs capitales européennes : Athènes, Londres, Bruxelles, Barcelone, Berlin, Paris... En France, l'idée est d'organiser une montée nationale à Paris, même si certaines villes, les plus éloignées, ont déjà décidé de manifester localement.



Des manifestations nécessaires

Ces manifestations se situent dans un contexte qui les rend particulièrement nécessaires :

- La montée des courants réactionnaires, des nationalismes et des racismes en France comme dans plusieurs pays européens nécessite une riposte de toutes celles et ceux qui défendent l'égalité des droits et la liberté ;

- Les violences policières historiquement subies par les habitantEs des quartiers les plus défavorisés et les populations racisées se sont étendues à tous les mouvements sociaux, à toutes celles et ceux qui luttent, les jeunes, les syndicalistes, les Gilets jaunes ;
- Dans la guerre généralisée contre les pauvres, les populations déplacées sont les premières visées : la fermeture des foyers d'accueil, les conditions inhumaines de détention dans les centres de rétention administrative (CRA), les déportations envisagées vers la Libye, les militantEs pro-migrantEs harcelés et emprisonnés, les mineurEs isolés non pris en charge, les régularisations de plus en plus rares...

Une mobilisation à construire

La marche du 18 décembre fut un succès, et pas seulement en région parisienne. Une convergence est née, et elle doit nous encourager à mobiliser encore plus largement pour le 16 mars. Le nombre de signataires est important, mais nous le savons : il ne fait pas la réussite d'une mobilisation. À Paris, les comités Vérité et justice ont déjà fait le lien entre des comités de GJ, notamment celui de Rungis, et la lutte contre les violences policières.

La particularité de la Marche des solidarités est d'avoir réussi à créer un cadre de convergence unique entre les comités auto-organisés de luttes des sans-papiers, les collectifs de victimes de violences policières, les syndicats et associations. À Paris, des départs devant les CRA ou les foyers sont déjà proposés. Dans des villes de régions, d'autres cadres unitaires constitués le 18 décembre continuent à exister. Une fois de plus, nous avons l'occasion de faire entendre notre message largement.

Le contexte de prise de conscience inédite de l'ampleur de la répression actuelle est un facteur qui peut jouer en notre faveur. De plus, la force politique et militante que représentent aujourd'hui les comités Vérité et justice ainsi que les comités de sans-papiers, la Marche des solidarités, des cadres de regroupement comme les États généraux des migrations (EGM) et d'autres, le travail effectué ces 20 dernières années pour sensibiliser aux violences policières, au racisme d'État, à la liberté de circulation et d'installation, trouvent enfin un écho. Pour que cette marche soit une réussite, c'est ensemble que nous devons la construire.

Correspondantes

ANTISIONISME

Le jeu dangereux d'Emmanuel Macron

«L'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme» : c'est ce qu'a déclaré Emmanuel Macron lors du récent dîner du CRIF, reconduisant un amalgame qu'il avait déjà effectué en juillet 2017 lors des commémorations de la rafle du Vél d'hiv. Un amalgame stupide et dangereux, qui pourrait conduire, même si Macron se défend de vouloir le faire, à une pénalisation de l'antisionisme.

Les récentes déclarations de Macron concernant l'antisionisme s'inscrivent dans une plus vaste campagne d'instrumentalisation d'actes antisémites, dirigée en premier lieu contre le mouvement des Gilets jaunes, mais aussi contre les militantEs de la solidarité avec la Palestine et, plus globalement, contre la gauche radicale.

Il aura ainsi suffi qu'un sinistre individu traite Alain Finkielkraut de « sale sioniste de merde » au cours d'une diatribe incontestablement antisémite pour que la désagréable musique amalgamant antisionisme et antisémitisme se fasse de nouveau entendre, du côté des soutiens inconditionnels d'Israël, mais aussi de celui de la majorité LREM et de quelques autres responsables politiques qui ne brillent guère par leur CV d'antiracistes.

Nous avons déjà évoqué dans nos colonnes, la semaine dernière, le cynisme et la dangerosité de l'instrumentalisation d'actes antisémites bien réels pour jeter l'opprobre sur un mouvement social dans son ensemble. La volonté de faire un lien direct entre antisionisme et antisémitisme procède de la même malhonnêteté intellectuelle, et recèle les mêmes dangers : désigner de faux coupables et affaiblir la lutte authentique contre l'antisémitisme.



«Israël est une véritable ethnocratie»

La critique du sionisme est la critique d'une idéologie et d'une politique fondées sur une vision ethno-raciale des rapports sociaux qui a conduit l'État d'Israël à institutionnaliser les discriminations et l'oppression subies par les PalestinienEs au moyen de lois accordant des droits spécifiques (et supérieurs) aux Juifs. Ainsi, critiquer le sionisme et les structures discriminatoires de l'État d'Israël, ce n'est pas faire preuve de racisme mais, bien au contraire, refuser la légitimation de mécanismes institutionnels de hiérarchisation raciale.

Comme l'a récemment écrit l'historien Schlomo Sand, « tout un chacun qui se définit comme sioniste s'obstine à voir en Israël, au moins dans ses

frontières de 1967, l'État des juifs du monde entier, et non pas une République pour tous les israéliens, dont un quart ne sont pas considérés comme juifs, parmi lesquels 21% sont arabes. Si une démocratie est fondamentalement un État aspirant au bien-être de tous ses citoyens, de tous ses contribuables, de tous les enfants qui y naissent, Israël, par-delà le pluralisme politique existant, est, en réalité, une véritable ethnocratie, à l'instar de ce qu'étaient la Pologne, la Hongrie, et d'autres États d'Europe de l'Est, avant la Seconde Guerre mondiale. »

L'antisionisme n'a rien à voir avec la haine des Juifs

L'antisionisme n'a donc rien à voir avec la haine des Juifs, quand bien même certains courants et individus

antisémites prennent prétexte du sort de peuple palestinien pour alimenter leur rhétorique nauséabonde. Mais leur pseudo « antisionisme » n'a en réalité rien à voir avec une critique politique du caractère structurellement discriminatoire de l'État d'Israël. Pour Soral, Dieudonné et consorts, l'« antisionisme » est une opposition à un sionisme imaginaire, qui serait une entité transnationale gouvernant le monde, avec une politique bancaire, une politique économique, une politique sociale, etc. En somme, une rhétorique complotiste et antisémite qui se sert de la question palestinienne pour déverser un discours de haine et de division, venue d'individus et de courants qui se contrefichent de la situation concrète des PalestinienEs.

En assimilant, d'une part, opposition au sionisme et, d'autre part, antisémitisme, Macron favorise en réalité, comme Valls l'avait fait avant lui (« Derrière l'antisionisme se cache l'antisémitisme »), l'amalgame qu'il prétend combattre. Il se place en effet sur le même terrain que la vermine antisémite : celui de la confusion volontaire entre « juif », « sioniste » et « israélien ». Un jeu de miroirs malsain, au moyen duquel se répondent, en se nourrissant, des courants antisémites et certains des partisans les plus acharnés d'Israël... Un jeu particulièrement dangereux, auquel nous nous opposerons de toutes nos forces, au côté des authentiques antiracistes, qui ont bien compris que les instrumentalizations en cours ne peuvent qu'affaiblir l'ensemble des combats contre les discriminations et contre tous les racismes, y compris l'antisémitisme.

Julien Salingue

BENALLA L'« affaire d'été » était bien une affaire d'État

L'affaire Benalla a connu de nouveaux développements au cours des dernières semaines, qui témoignent, s'il en était encore besoin, que le « nouveau monde » promis par la Macronie ressemble à s'y méprendre à l'ancien : passe-droits, magouilles, barbouzeries... le tout au somme de l'État.

Un véritable feuilleton que cette affaire Benalla, dont certains des récents rebondissements auraient probablement été refusés par des producteurs de séries d'espionnage, tant ils apparaissent comme étant « trop gros ». Dernière information en date – à l'heure où ces lignes sont écrites –, Alexandre Benalla et Vincent Crase se sont retrouvés, le 19 février, dans un box commun au Palais de justice de Paris, sans interdiction de communiquer, suite à un « cafouillage » : le mail transmettant les consignes des magistrats n'avait pas été envoyé aux personnes concernées. Lorsque l'on sait que les deux comparses se trouvaient au Palais de justice pour être placés en détention en raison d'une violation de leur contrôle judiciaire, qui leur interdisait de... se rencontrer et de communiquer entre eux, on a presque envie de rire.

« Rapport accablant pour la Présidence »

Mais on ne rit pas, car la situation ne s'y prête guère. Les derniers épisodes de l'affaire Benalla, qui est en réalité,



chacunE l'aura compris, une affaire Macron-Benalla, sont en effet de nouveaux révélateurs des pratiques et des méthodes de la Macronie, tant par les faits relatés que par les réactions qu'ils suscitent. Grâce à des enregistrements dévoilés par Mediapart, on a ainsi appris que Crase et Benalla avaient non seulement commis une violation de leur contrôle judiciaire en se rencontrant à la fin du mois de juillet, mais qu'ils avaient en outre organisé la destruction de preuves et menti effrontément devant les commissions d'enquête parlementaires. Le tout avec l'assurance, à en croire

Benalla lui-même, qu'ils avaient le soutien du « patron », un certain Emmanuel Macron.

Quelques jours plus tard, le long rapport remis par la commission d'enquête sénatoriale se révélait, selon la chaîne Public sénat elle-même, « accablant pour la Présidence » : flou quant aux missions réellement confiées à Benalla, rétention d'information de la part du ministre de l'Intérieur, du préfet de police de Paris et du directeur de cabinet de Macron, absence de signalement au parquet, absence de sanctions réellement effectives, etc. Un réquisitoire dont la lecture laisse pantois, tant il témoigne du sentiment d'impunité de Benalla et, « en même temps », du fait que ce sentiment n'était pas injustifié tant la Macronie a tenté de le couvrir et, l'heure venue, de le sauver.

Circulez, y'a rien à voir ?

Du côté du pouvoir, on continue de jouer la montre, et de considérer que la meilleure défense est l'attaque : le rapport du Sénat a ainsi été la cible de nombreuses critiques, à commencer par celles d'Édouard

Philippe lui-même, qui a cru bon de se déclarer « un peu déçu », jugeant « incompréhensible et souvent injustes » les remontrances de la commission sénatoriale, ajoutant que « traditionnellement les chambres ne se mêlent pas de l'organisation interne de la présidence de la République ». En substance : circulez, y'a rien à voir, ce qui se passe dans les couloirs de l'Élysée ne regarde que l'Élysée ! On est bien loin du provocateur « Qu'ils viennent me chercher » de Macron au début de l'affaire...

Indice du malaise qui se répand dans les hautes sphères du pouvoir, les démissions et annonces de départ s'enchaînent : Ahlem Gharbi et Barbara Frugier, conseillères « internationales », Sylvain Fort, conseiller en communication, Ismaël Emelien, l'un des plus proches conseillers de Macron, etc. Un signe tangible de la panique en cours, et de la volonté présidentielle de « resserrer les rangs » pour tenter de maintenir le cap malgré la tempête... Pas sûr que cette obstination soit couronnée de succès, a fortiori en plein mouvement des Gilets jaunes, parmi lesquels l'un des slogans les plus populaires est « Emmanuel Macron, on vient te chercher chez toi ». Les révélations s'enchaînent (contrats russes, probables malversations financières, destructions de preuves, etc.), l'étau semble en effet se resserrer sur l'Élysée. J.S.

VENEZUELA Bras de fer « humanitaire » sur le dos de la population

Nicolás Maduro et le président autoproclamé Juan Guaidó, soutenu par les États-Unis, se livrent un bras de fer autour d'une supposée « aide humanitaire » pendant que le quotidien des VénézuélienEs s'aggrave, semaine après semaine.

Le samedi 23 février a été le théâtre de tensions aux frontières vénézuéliennes, qui ont coûté la vie à deux personnes. D'une part, Juan Guaidó, président autoproclamé, reconnu par les États-Unis et d'autres pays dont la France, souhaite l'arrivée d'une supposée « aide humanitaire ». D'autre part, Nicolás Maduro, président effectif du Venezuela, refuse celle-ci et les ingérences qui en découlent. Cette « aide » relève davantage de l'opération de communication que d'un acte susceptible de mettre fin aux pénuries d'aliments et de médicaments que subissent les VénézuélienEs. À hauteur d'une centaine de millions de dollars, soit l'équivalent de trois dollars par habitantE, ce pseudo-secours est largement inférieur au panier de nourriture, les CLAP, que le gouvernement distribue de manière irrégulière et clientéliste dans le pays.

L'hypocrisie des États-Unis

Cette pseudo-assistance relève surtout d'une profonde hypocrisie de la part des États-Unis au moment où ils asphyxient financièrement le Venezuela avec des mesures d'ingérence inédites. Malgré les rhétoriques anti-impérialistes, Hugo Chávez puis Nicolás Maduro n'avaient jamais rompu le lien commercial avec les États-Unis, et ces derniers constituaient, jusqu'à il y a quelques semaines, son principal fournisseur et son principal client. L'administration Trump a décidé fin janvier de geler



les comptes de CITGO, entreprise vénézuélienne qui a des milliers de stations-service et plusieurs raffineries aux États-Unis et qui constituait la principale source de liquidités pour le Venezuela. Le gouvernement Trump pousse l'abjection en menaçant l'Inde, où le Venezuela avait trouvé un nouveau débouché pour ce pétrole invendu, de représailles. Cette mesure coûte des milliards de dollars à l'État vénézuélien, des dizaines de fois le montant de la pseudo-charité.

Les responsabilités de Maduro

Cela n'excuse pas la responsabilité principale de Nicolás Maduro dans la tragique crise économique qui frappe le pays. Sa complaisance à l'égard du détournement du système de change par des grandes

multinationales et par ses amis de la bobolourgeoisie est à l'origine de l'effondrement de la monnaie vénézuélienne et des pénuries d'aliments et de médicaments qui en découlent. L'obstination à nier le désespoir de la population vénézuélienne dont 10% est allée chercher à l'étranger des conditions de vie plus dignes, relève du cynisme le plus abject. Tout ce cirque médiatique a pour objectif de poursuivre la cause de Juan Guaidó et Donald Trump, retourner l'armée contre Nicolás Maduro. En emmenant une pseudo « aide » humanitaire à la frontière vénézuélienne, ils accroissent la pression sur l'armée : soit elle refuse l'entrée des convois étatsuniens et elle en subit le coût médiatique et politique auprès d'une population qui en a besoin (même si l'on parle

de quantités extrêmement réduites au vu des besoins), soit elle accepte leur entrée et elle s'insubordonne ainsi à Nicolás Maduro, ce qu'espère Guaidó et toutes les chancelleries occidentales depuis un mois.

Rendre la parole au peuple

Dans tous les cas, les uns et les autres s'en remettent aux forces armées pour le devenir du pays, les uns et les autres enfoncent les VénézuélienEs dans des conditions de vie de plus en plus terribles, les uns en privant le pays de ses rares sources de liquidités, les autres en s'avérant incapables de mettre fin aux pénuries et à l'effondrement économique du pays après six ans de récession et plus d'un an de cycle d'hyperinflation. La seule solution d'émancipation consiste à rendre la parole au peuple, à en revenir à des élections générales, transparentes, avec une liberté de candidature, qui ne soient pas organisées par la majorité contre l'opposition, ni par l'opposition contre la majorité. Seule une annulation de la dette et la récupération des milliards volés à l'État vénézuélien par le détournement du système de change peuvent redonner aux VénézuélienEs un peu d'oxygène pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Les affidés de Maduro seraient plus lucides en s'engageant dans cette voie plutôt que de censurer le site internet de nos camarades d'Aporrea auxquels nous adressons tout notre soutien.

Pedro Huarcaya

MALI

Derrière « la paix et la prospérité », la misère et la guerre

Le week-end dernier, le Premier ministre français Édouard Philippe, accompagné de la ministre de la Défense et du secrétaire d'État attaché à l'intérieur, et d'une petite délégation patronale, s'est rendu au Mali.

Il s'agissait surtout de marquer le soutien militaire de la France à l'actuel président malien Ibrahim Boubacar Keita (« IBK »), confronté non seulement au chaos qui règne dans le nord du pays depuis 2013, et à une insécurité généralisée, mais aussi à une fronde sociale sans précédent. La délégation patronale française était là pour veiller à ses affaires !

Salaires impayés et décès de cheminots

En effet, les grèves se multiplient depuis plusieurs mois au Mali, grèves des fonctionnaires, des magistrats, ou de 62 000 enseignantEs qui ont paralysé le système éducatif au cours mois de janvier. Ils ont été accompagnés du 9 au 11 janvier par une grève générale, pour protester contre la vie chère et le non-paiement des salaires. C'est dans ce contexte que plusieurs cheminots de la ligne Dakar-Bamako, en lutte depuis bientôt deux ans, sont morts des suites d'une grève de la faim qu'ils mènent depuis le 18 décembre. Deux enfants et l'épouse d'un cheminot sont également décédés, suite à la malnutrition et au manque de soins

Privatisation-renationalisation : la pompe à fric

À l'origine de ce conflit, la privatisation de cette ligne de 1270 kilomètres entre Sénégal et Mali, en 2003, sous la pression des bailleurs de fonds (FMI, Agence française de développement, etc.), qui l'avaient imposée aux gouvernements sénégalais et malien, conditionnant à cette privatisation l'octroi de prêts. Et c'était un consortium franco-canadien, Transrail, possédé par Canac-Getma, grand rival de Bolloré en Afrique, qui avait racheté le réseau pour une durée de 25 ans ! Cette reprise s'était accompagnée d'une première vague de licenciements, gage selon le nouvel employeur d'une bonne gestion et d'un meilleur fonctionnement... et surtout de meilleurs profits. Mais, à l'inverse de ses promesses d'investissements, Transrail a rapidement laissé tomber l'activité voyageur pour se consacrer uniquement au fret, jugée plus rentable, jusqu'à usure du matériel et des installations. En 2015, Transrail se retirait, obligeant les État sénégalais et malien à reprendre l'activité. La nouvelle structure bi-étatique, Dakar-Bamako ferroviaire (DBF) s'est donc retrouvée dès le début totalement déficitaire et a mis au chômage technique ses employéEs. Au Mali, l'arrêt de la ligne, en plus de condamner à la ruine des milliers de petitEs commerçantEs qui dépendaient de son fonctionnement pour faire tourner leur activité, a eu pour conséquence de jeter à la rue les 500 cheminotEs, qui ont cessé de recevoir tout salaire.

Depuis lors, ils se mobilisent pour exiger le versement des arriérés de salaires. Le gouvernement n'a jusque-là accepté de verser que deux mois de salaires, dont les sommes ont aussitôt été saisies par les banques auprès desquelles les grévistes avaient dû, pour survivre, lourdement s'endetter.

Du coton bio pour se boucher les yeux et les oreilles

C'est face à cette situation désespérée, ayant déjà conduit au décès de plusieurs cheminots ou de membres de leurs familles qui, malades n'ont pas pu se faire soigner correctement, que plusieurs des cheminots mobilisés ont entamé, à la gare ferroviaire de Bamako, en plein centre-ville, cette grève de la faim publique pour interpeller l'opinion. En dépit de la vive émotion provoquée par les décès de cheminots grévistes, il n'y a pas que le gouvernement malien qui se montre totalement indifférent : Édouard Philippe n'en a pas touché mot, lui qui est venu à Bamako renflouer la trésorerie de l'État malien à coup de millions d'euros afin que perdurent les affaires des trusts français. Il s'est contenté de promettre « la paix et la prospérité » grâce aux promesses d'achat de coton bio par Carrefour.

Étienne Bridel

ÉTATS-UNIS Trump ou l'hystérie réactionnaire des classes dominantes

Le président US, après un recul face aux Démocrates, est à l'offensive sur tous les fronts.

Fin janvier, face aux manifestations des employéEs fédéraux et à l'inquiétude du patronat et des Républicains eux-mêmes après 35 jours de shutdown, la fermeture d'une grande partie de l'administration fédérale, Trump avait dû reculer et trouver un accord à 1,4 milliard de dollars permettant de débloquent, jusqu'au 15 février, les budgets pour que les 800 000 fonctionnaires privés de salaire soient payés. Mais, refusant sa défaite devant les Démocrates, il vient de décréter l'état d'urgence pour pouvoir prélever sur le budget quelque 8 milliards de dollars pour construire son mur contre les migrantEs à la frontière mexicaine.

Bataille politique et juridique

Cette bataille absurde mais surtout très réactionnaire est, pour Trump, décisive pour préparer la prochaine élection présidentielle, rallier son électorat, imposer aux Républicains sa férule et mettre les Démocrates à genou. Elle prend la forme d'une bataille politique et juridique qui va durer des mois.

Une coalition de seize États, menée par la Californie, a engagé une procédure judiciaire. « Nous attaquons le président Trump en justice afin de bloquer son utilisation abusive des



pouvoirs présidentiels », a déclaré l'attorney general (ministre de la Justice) de Californie. Les États ne contestent pas le fond de sa politique, mais remettent en cause le caractère d'urgence de la situation en se fondant sur des données officielles qui disent que « les entrées illégales sont au plus bas depuis quarante-cinq ans » et que « le Département d'État reconnaît qu'aucune preuve crédible n'établit que les terroristes utilisent la frontière sud pour pénétrer aux États-Unis. Les données fédérales confirment que les immigrants ont moins tendance à commettre des crimes que les Américains nés dans

le pays. » La plainte dénonce aussi le fait que le ministère de la Sécurité intérieure a enfreint la loi sur la protection de l'environnement en n'évaluant pas l'impact environnemental du mur en Californie et au Nouveau-Mexique.

Président Veto

La démarche est relayée à la Chambre des représentants par Nancy Pelosi et les Démocrates, qui ont déposé une résolution visant à annuler l'état d'urgence nationale. Signée par un élu républicain et plus de 225 parlementaires (sur 435), elle devrait être adoptée pour arriver ensuite

au Sénat, contrôlé par contre par les Républicains (53 sièges sur 100). « Est-ce que je mettrai mon veto ? À 100% », rétorque Trump. Seule une majorité des deux tiers dans les deux chambres pourrait l'en empêcher. Mais le coût politique pourrait être lourd avant l'élection présidentielle, obsession de Trump. Cette obsession électorale explique les volte-face à propos de la Syrie et de la lutte contre Daesh : après avoir annoncé le retrait des troupes US, Trump vient de décider finalement le maintien d'environ 200 soldats en Syrie. Comme il veut aussi être le président qui aura fait ou voulu faire la paix avec la Corée du Nord de Kim Jong-un.

La campagne de Trump, c'est également l'offensive contre le Venezuela et Maduro, qualifié de « marionnette cubaine », pour proclamer que « les jours du communisme étaient comptés au Venezuela, mais aussi au Nicaragua et à Cuba » et que « l'Amérique ne sera jamais un pays socialiste ». Tout va bien, Wall Street est reparti à la hausse et la Chine prend le temps de négocier... Pendant ce temps, les classes populaires subissent un capitalisme de plus en plus agressif, une dictature sans pitié des classes riches à laquelle participe l'establishment démocrate et qui n'a d'autre réponse que... le socialisme.

Yvan Lemaitre

L'Éducation nationale est attaquée de tous les côtés : Parcoursup ; augmentation des frais d'inscription ; réformes du lycée, du bac, de la voie professionnelle et du collège ; évolution de l'éducation prioritaire, impératifs des méthodes d'enseignements (lecture) ; réforme de la formation des enseignantes et enseignants... Face à ce rouleau compresseur et à l'heure des révoltes enseignantes « Stylos Rouges », lycéennes et étudiantes, il nous semble important de comprendre les logiques globales de ces évolutions et de réfléchir collectivement au rôle de l'école dans les sociétés modernes. Dans ce cadre, il est central, pour les anticapitalistes, de se poser la question des moyens d'émancipation des jeunes et les formes que pourraient prendre l'enseignement dans la société que nous voulons construire.

Dossier réalisé par Raphaël Greggan, sur la base d'une intervention publique à Paris le 30 janvier dernier.



L'ÉCOLE AU SERVICE DE LA REPRODUCTION SOCIALE

Historiquement, l'école, c'est-à-dire ce qu'on enseigne et à qui on l'enseigne, est liée à la société que le gouvernement veut construire. Il n'y a pas eu d'âge d'or de l'éducation. Aperçu non exhaustif de ses grandes évolutions.

Des sociétés féodales au capitalisme naissant

Pour les sociétés féodales, l'éducation est laissée aux prêtres, qui vont créer des universités (la Sorbonne, vers 1200), où ils enseignent la théologie. Elles ne concernent qu'une (toute petite) élite. À la fin du 18^e siècle (autour de la Révolution française), vont se créer les grandes écoles (Mines & Ponts sous Louis XVI, ENS et école Polytechnique en 1794 – cette dernière est militarisée en 1804 par Napoléon) qui correspondent aux besoins de l'État d'avoir un petit nombre d'ingénieurs et de savants pour moderniser la France. La loi Guizot de 1833 (sous la monarchie de Juillet) est la première loi sur l'instruction publique pour touTEs (qui n'est ni gratuite ni obligatoire). Dans les communes rurales, l'enseignement est assuré par les prêtres. Elle va permettre l'alphabétisation de la population : en 1848, les deux tiers des conscrits sont alphabétisés ; en 1870, l'analphabétisme est quasiment vaincu en France.



L'école de Jules Ferry est une supercherie

Sous la 3^e République, l'école obligatoire (le primaire) permet d'occuper une jeunesse « oisive ». Avant la loi sur l'école obligatoire (1881), il y a eu la loi de 1851 sur la durée quotidienne du travail des enfants de moins de 14 ans à 8 h et à 12 h pour les enfants de 14 ans à 16 ans. La loi de 1874 impose l'âge minimum de 12 ans pour travailler (et 16 ans pour le travail de nuit). Les lois Ferry ne sont pas un choix « généreux » de la bourgeoisie de la fin du 19^e siècle. Il s'agit de lutter contre deux adversaires politiques différents : d'une part le clergé,

qui a la charge de l'école pour le peuple (rendu obligatoire par la loi Guizot) et l'émergence d'écoles populaires, dans les bourses du travail et à l'extérieur (orphelinat de Cempuis). Jules Ferry défend ainsi l'école publique, gratuite et obligatoire en ces termes en 1879 : « Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. [...] Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste

ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 28 mai 1871 [la Commune de Paris]. » Si l'école obligatoire (1881) s'impose à tous les jeunes, elle est en réalité divisée entre l'école élémentaire, jusqu'à 10 ans, gratuite, et le petit lycée, payant donc réservé à ceux qui en ont les moyens. On estime ainsi que 1,8% d'une génération des garçons ont leur bac en 1900 et 5,6% en 1940. Pour les femmes, la proportion est de 3,7% en 1940. Autant dire que l'école de Jules Ferry n'est pas un modèle de réussite populaire.

Moderniser la France par son école

Dans les années 1960, il s'agit de moderniser le pays. Là encore, l'école est un moyen pour arriver à élever rapidement le niveau de qualification moyen. Le recentrage de la politique du PS au milieu des années 1980 s'est accompagné d'une politique de lien entre l'école et le patronat (création des bac pro en 1985) et un profond mépris des classes populaires : il serait devenu impossible (ou presque) d'enseigner aux enfants des

classes populaires (la « crise de l'école »). Il faut revenir aux fondamentaux : retour des cours d'éducation civique (abandonnés en 1969), apprentissage de la Marseillaise...

En 1999, le processus de Bologne avait comme objectif la construction d'un espace européen de la connaissance. Dans ce cadre, des éléments super-étatiques internationaux présidaient à des orientations générales nationales, même si les moyens et les rythmes pour arriver à des objectifs similaires vont dépendre de chaque pays.



LES RÉFORMES ACTUELLES

Les réformes actuelles sont liées à un bouleversement des rapports de forces internationaux et d'une crise économique majeure. Contrairement aux «30 glorieuses», il ne s'agit pas de remodeler le marché du travail dans le cadre d'une phase de progrès économique mais de le remodeler dans une phase de recul où il faut tout optimiser.

Privatisation de l'école

La privatisation concerne uniquement les secteurs faciles à externaliser de l'éducation (car individuel) et potentiellement rentables. Par exemple l'aide à domicile (aux devoirs) a été privatisée, ainsi Acadomia a dégagé un million d'euro de bénéfice en 2014. Parcoursup et la destructions des CO-Psy, ont ouvert un nouveau marché : celui de l'orientation scolaire.

Généralisation de la sélection

En France, ce processus est lié à une ségrégation territoriale. L'objectif est une diminution du coût de la main-d'œuvre qualifiée et une optimisation des coûts de formation (interdiction de redoubler). De réforme en réforme, les inégalités territoriales d'éducation n'ont jamais été résolues (au pire, elles ont été sanctuarisées avec l'éducation prioritaire). Elles n'ont fait que s'accroître avec la «nouvelle» carte de l'éducation prioritaire. Elles sont systématisées avec le bac Blanc, qui laisse 40% du bac en contrôle continu (ce qui donne d'autant plus de poids au lycée d'origine). Surtout, les enseignements de spécialités ne seront pas les mêmes d'un lycée à

l'autre. Il est évident que le lycée d'origine avait déjà une influence sur les choix possibles d'orientation dans le supérieur. La sélection existait déjà dans toutes les filières non universitaires (classes prépas, IUT, BTS). Mais ce qui est nouveau, c'est la généralisation à tous de ces inégalités territoriales et scolaires : chaque jeune est assigné à une place scolaire en fonction de son milieu social (et territorial). Cela sera d'autant plus renforcé par l'augmentation des frais d'inscription.

«Dégraissage du mammoth»

La saignée se poursuit, avec les suppressions de postes (encore 2400 cette année), c'est-à-dire une diminution des dépenses structurelles de l'État. Cela va se renforcer avec la réforme du lycée, dont le SNES prévoit qu'elle entraînera la disparition de 10% des postes en lycée. Cette augmentation de la productivité des enseignantEs est rendue possible par des nouvelles politiques de management (pression des hiérarchies locales sur les résultats, gestion des personnels au plus près – embauche, licenciements).

Si l'ensemble des réformes s'inscrivent toutes dans la continuité des gouvernements précédents, elles sont aussi un saut qualitatif : la fin du contrat tacite « Mes enfants auront une meilleure place sociale que moi, grâce à l'école ». Nous pouvons affirmer une chose : ce gouvernement ne veut pas détruire l'école, mais privatiser ce qui peut être rentable et faire correspondre la formation initiale avec les intérêts immédiats du patronat.



L'ÉCOLE EST-ELLE UN ASCENSEUR SOCIAL ?

Assez régulièrement, on entend que l'école permet l'ascension sociale. La réalité est inverse. Il est certain que, la proportion d'une classe d'âge qui a le bac passe de 5,1% en 1950 à 65% en 2010 pour être autour de 78% aujourd'hui. Mais...

Reproduction sociale

Ces chiffres recourent une réalité sociale différente. En 2011, le ministère de l'Éducation nationale montre que 85% des jeunes dont le père est cadre ont le bac ; alors que les jeunes dont le père est ouvrier ou employé ne sont que 53% à avoir le bac. Les inégalités sociales sont reproduites pour tous les diplômes : près de deux CAP sur cinq sont décernés à des enfants d'ouvriers, alors que plus d'un élève de l'ENS sur deux est enfant de cadre. Et si 10% des étudiants à l'université ont des parents ouvriers, en réalité la proportion est plus importante en licence qu'en doctorat. Bref, l'école actuelle reproduit les classes sociales.

Évolution des classes sociales

Mais il est insuffisant de ne regarder que l'augmentation du nombre de diplômés, sans regarder l'évolution de la société et des classes sociales. En 1950, la France est, comparativement aux autres superpuissances impérialistes, un pays très en retard sur le plan économique et industriel. La transformation économique de la France va se faire à marche forcée. Ce qui entraîne une évolution des classes sociales. Entre 1960 et aujourd'hui, le nombre d'ouvriers est passé de 37% à 22%, le nombre

d'agriculteurs de 10% à 1%, tandis que le nombre de cadres, de professions intermédiaires et d'employés explosait.

Pour pouvoir parler d'ascenseur social, il faut regarder les inégalités entre les classes. Et c'est là où le bas blesse. Parmi les ouvriers et employés, il s'est créé un clivage grandissant entre l'emploi qualifié et non-qualifié. L'évolution de la structure des emplois depuis une trentaine d'années montre qu'en proportion les emplois très qualifiés ont fortement progressé, mais c'est aussi le cas des emplois les moins qualifiés des services (type Uber). Individuellement, un enfant d'agriculteur en 1950 peut devenir employé et avoir l'impression de s'élever socialement. Mais un « employé de bureau » en 1950 jouit d'un salaire et d'une représentation sociale qui n'a rien à voir avec un « auto-entrepreneur » aujourd'hui. Les enseignantEs ne sont pas à l'écart de ce classement. Si, dans les années 1950, il suffisait du bac pour commencer une formation (rémunérée) d'instituteur, il faut maintenant bac + 5 pour devenir professeur.

Intertitre

En réalité, c'est toute la société qui est bouleversée, toute l'organisation de la production et donc

la ventilation des travailleurs dans les différents secteurs économiques qui a changée depuis 1945. C'est à ce titre qu'on ne peut pas parler d'ascenseur social par l'école.

En dernière analyse, l'école fait partie de la superstructure (institutions, loi, philosophie de la pensée, morale...) au sens marxiste du terme. Historiquement, sa forme (à qui elle enseigne, ce qu'elle enseigne) est déterminée par l'infrastructure (les conditions de production, les forces productives et les rapports de production), c'est-à-dire les intérêts des capitalistes et de l'État. Et donc, dans le même temps, elle contribue à maintenir l'ordre social global (rapports de production, idéologie).

La reproduction des classes sociales est un phénomène incontournable, tout y concourt : la disponibilité d'esprit, le capital culturel d'origine, l'argent disponible, l'espace disponible, la représentation que se font les élèves de leur futur... Ces déterminismes sociaux sont impossibles à contrecarrer par le seul moyen de l'école. Bien sûr, il existe des individus issus des classes populaires qui vont se retrouver aux plus hauts postes dans l'appareil d'État. Mais ces réussites individuelles sont vouées à rester minoritaires.

QUE FAIRE AVEC L'ÉCOLE ?

Pour les enseignantEs anticapitalistes, cette analyse de l'école a une série de conséquences. Bien sûr, l'école communiste n'est pas possible dans la société actuelle. C'est pourquoi notre vision de l'école dans une autre société est essentiellement une série de pistes.

Fondamentalement, nous sommes contre la séparation entre l'école et la société. Dans le sens où nous sommes contre un lieu séparé de la société et du travail, où l'on se tait pour apprendre « des leçons de choses » au forceps, sans avoir aucune réflexion dessus.

Le terrain syndical

Nous nous battons au quotidien pour l'amélioration de nos conditions de travail et l'amélioration des conditions d'étude des jeunes. Nous sommes contre les classes surchargées ; pour des locaux décents, rénovés ; pour une augmentation de nos salaires et une diminution de notre temps de travail, de manière à pouvoir nous concentrer pleinement à notre travail.

Nous sommes de toutes les luttes contre les inégalités, de l'expulsion d'un sans-papiers aux combats féministes ou LGBTI.

Bien sûr, nous sommes ceux et celles qui construisent les luttes contre les réformes actuelles et, dans ces luttes, défendent l'extension et la généralisation de la grève, dès que c'est possible.

Le terrain politique

Nous sommes pour en finir avec cette société. Dans ce combat, l'État n'est pas « au-dessus de la mêlée », mais au contraire, il est au service de la classe dominante et sert ses intérêts propres.

Nous ne sommes pas pour la destruction de toute forme d'enseignement. Nous pensons que les actions collectives (manifestations, grèves, AG...) permettent de progresser et d'apprendre toutes ensemble. C'est dans les formes spécifiques de chaque lutte, décidées collectivement, que le niveau de conscience va



augmenter ; que l'auto-organisation va se mettre en place ; bref dans les luttes émerge l'embryon de la société que nous voulons. Cependant, nous apportons (de l'extérieur de la lutte, parce que nous sommes organisés) nos expériences passées, nos conseils, notre savoir-faire, etc. Dans le même temps, nous apprenons des formes de lutte concrètes. C'est exactement cette même dynamique que nous essayons de mettre en place dans nos classes.

Le terrain pédagogique

Nous portons un projet de société émancipateur, débarrassé des oppressions pour toutes et tous, y compris l'oppression de la jeunesse. Sans croire « au socialisme dans une seule classe », nous essayons de développer des outils et des méthodes. Nous organisons une éducation populaire, qui explicite le monde et l'organisation des oppressions, dans l'ensemble des domaines disciplinaires. Parce que nous sommes matérialistes, nous ne pensons pas que ce sont les rêves qui créent l'action, mais au contraire que l'action crée les rêves. Même si bien sûr il y a un lien entre l'un et l'autre.

À l'image de ce que disait Freinet : « On prépare la démocratie de demain par la démocratie à l'école. Un régime autoritaire à l'école ne saurait être formateur de citoyens et de démocrates. »

Des « pédagogues rouges » ?

Les révolutionnaires espagnols de 1936 déclaraient, au sein du Conseil de l'école nouvelle unifiée : « De la même manière que nous considérons comme nuisible que la vieille école enseigne à l'enfant à crier : "Vive le roi !", "Vive la République !", nous pensons qu'il est également néfaste de lui apprendre à crier : "Vive Marx ou Bakounine !", "Vive la Révolution !" [L'école nouvelle] fait exception à la règle qui veut que chaque secte, chaque parti dans le cours de l'histoire n'a rien fait que modeler l'esprit de l'enfant selon ses normes et ses dogmes. Quand [l'enfant] sera grand, il aura nos idées, si celles-ci sont les meilleures ou bien il ira plus loin, si elles sont fausses ou mesquines ». C'est cette vision de l'éducation que nous essayons de transmettre à tous les jeunes. Nous ne saurions enseigner un panthéon révolutionnaire, en remplaçant Napoléon ou de Gaulle par Louise Michel ou Che Guevara.

POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE

• **Nous sommes pour une pédagogie qui permet à chacun d'avancer dans un parcours singulier**, mêlant ses propres aspirations, des expériences diverses du monde, avec la transmission des connaissances, des savoir-faire et de la culture générale. C'est d'ailleurs ce qui est essentiel pour nous : chaque jeune doit prendre plaisir à apprendre. C'est en fait la meilleure façon d'apprendre. Pour cela, chaque jeune doit découvrir par lui-même. L'enseignantE doit aider à dégager les motivations profondes, proposer des perspectives et susciter l'initiative et la responsabilité.

• **Nous sommes pour une pédagogie qui « prend son temps »**, le temps nécessaire pour l'épanouissement de touTEs. Ce n'est pas une éducation de la facilité (qui nierait la difficulté). Face à cette dernière, nous sommes pour la coopération et l'empathie. Non seulement parce qu'elles aident aux apprentissages, qui ne peuvent avoir lieu que dans un cadre rassurant, mais parce que ce sont des valeurs qui sont au centre de la société que nous voulons construire. Bien sûr, le service public d'éducation ne pourra pas, à lui seul, résoudre les problèmes relevant des inégalités sociales. Il sera nécessaire d'assurer la gratuité des soins, de l'éducation et des transports ; de réquisitionner les logements vides et de construire massivement des logements ; de développer les transports collectifs ; d'interdire les licenciements, d'augmenter les salaires et d'assurer une allocation

• **Il ne s'agit pas d'une école laxiste**, mais d'une école qui définit collectivement les règles d'expression, de décision, sans a priori sur les places des unsE ou des autres. C'est une école qui sera « supérieurement organisée. Ce qui aura disparu c'est cette discipline extérieure et formelle sans laquelle l'école actuelle ne serait que chaos et néant » (Freinet).

• **Nous sommes pour une éducation sans concurrence**, sans note et sans classement. Pour que les élèves puissent vraiment choisir une formation professionnelle qui leur correspond, il faut d'abord qu'ils aient le même accès à une culture commune. Cela nécessite la réorganisation démocratique des enseignements et des programmes. Notre vision de l'école et de ses buts correspond à notre projet d'une autre société, basée sur l'égalité, la justice et le travail de touTEs.

d'autonomie pour touTEs les jeunes...

• **Du point de vue des contenus, nous refusons la division des filières et des voies**, de manière à assurer l'émancipation de touTEs les jeunes, par une véritable formation pluridisciplinaire et polytechnique et dès la maternelle, jusqu'à l'université. Une formation culturelle, qui outillera les élèves sur l'origine de la construction des savoirs.

• **Nous défendons une éducation sans concurrence**, sans note et sans classement. Pour que les élèves puissent vraiment choisir une formation professionnelle qui leur correspond, il faut d'abord qu'ils aient le même accès à une culture commune. Cela nécessite la réorganisation démocratique des enseignements et des programmes. Notre vision de l'école et de ses buts correspond à notre projet d'une autre société, basée sur l'égalité, la justice et le travail de touTEs.

RETIRADA « Hommage » de Sanchez aux RépublicainEs espagnols : Vergonya*!

Février 1939 : 100 000 RépublicainEs espagnols fuyant le franquisme, lors de la « Retirada », sont parqués sur la plage d'Argelès (Pyrénées-Orientales), laissés sans abri dans le froid et le vent et gardés par des flics français.

Février 2019 : Pedro Sanchez, Premier ministre « socialiste » d'un État espagnol issu du franquisme et qui poursuit de sa haine les indépendantistes catalans, vient en France rendre un prétendu hommage aux combattants antifascistes de l'époque.



« Libérez les prisonniers politiques »

Première étape : Collioure, au cimetière où est enterré Antonio Machado (poète républicain mort le 22 février 1939). À l'appel des collectifs et organisations de soutien au peuple catalan et auquel le NPA s'est associé, l'attend, malgré un déploiement considérable de police, une manifestation bruyante de plusieurs centaines de participantEs aux cris de « Démocratie », « Libérez les prisonniers politiques ».

Un peu plus tard, il va prononcer son discours devant le drapeau espagnol du franquisme, côtoyant le drapeau républicain (!) à Argelès, sur cette même plage où tant de militantEs antifranquistes (considérés comme des « indésirables » par l'État français) ont souffert dans le dénuement le plus total. Un discours dans lequel Sanchez ose affirmer que « la Constitution de 1978 [monarchiste post-franquiste] a restauré les valeurs de la République de 1931 » ! Là aussi, plusieurs dizaines de manifestantEs, portant ruban jaune (symbole du soutien à la Catalogne), crient haut et fort leurs revendications pour les droits démocratiques du peuple catalan. Ils sont rejoints, de manière inattendue, par plusieurs Gilets jaunes venus « accueillir » le ministre Castaner qui était annoncé mais qui a préféré ne pas venir... Gilets jaunes et « Rubans jaunes » mêlent leurs clameurs contre la répression policière et pour la libération des prisonniers politiques en France et dans l'État espagnol. Repoussés par une armada de flics en tenue de combat, les manifestantEs se retrouvent encerclés sur la plage, à l'endroit même du camp où les Républicains espagnols ont été parqués en 1939 ! Bien sinistre anniversaire...

Correspondante

*Honte!

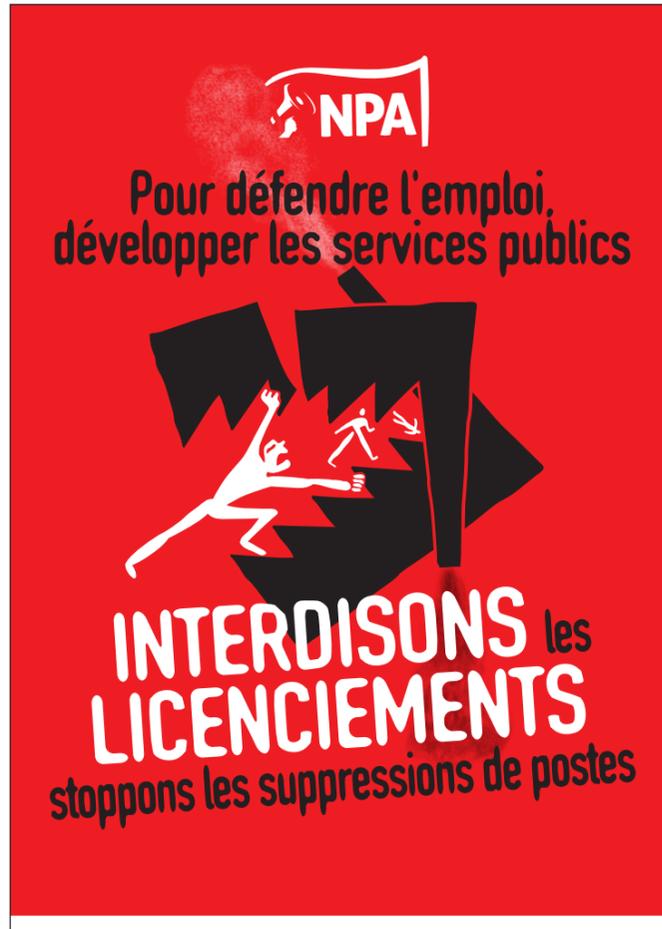
FORD BLANQUEFORT On fait quoi maintenant ?

Ascoval, Fonderies du Poitou, ACC, Bultex, PSA, Bic, Arjowingsins ... la liste des fermetures d'usines en cours est très longue. L'État a tous les dossiers en main, mais un à un, les échecs se succèdent, les sauvetages un temps espérés finissent systématiquement par s'annuler. Ce n'est pas faute d'essayer comme on pourrait dire, donc on ne parlera pas d'inaction mais bien d'impuissance chronique des pouvoirs publics.

Une impuissance qui devient un problème plus grave à partir du moment où l'État ne cherche pas à se doter de moyens légaux pour agir efficacement. Et c'est ce qui se passe. Car il ne suffit pas de s'indigner. Ça, le ministre de l'Économie et d'autres le font très bien. Le problème est bien de passer à l'acte, donc de faire des choix politiques, d'oser prendre des mesures « originales » et... radicales, dans le sens où cela suppose évidemment de se confronter réellement aux multinationales.

S'en prendre au pouvoir des capitalistes

La posture de l'État, des collectivités territoriales, des élus plus ou moins locaux, n'est pas tenable en réalité. Derrière les grandes phrases comme « L'État n'a pas vocation à prendre les usines et à produire lui-même », ou « Ce n'est pas constitutionnel », on voit bien ce pouvoir qui se cache derrière, soit son incapacité à agir vraiment, soit son refus de s'en prendre au pouvoir des entreprises donc au pouvoir des capitalistes. Si aujourd'hui il n'y a pas les moyens légaux d'agir, ce qui est le cas après tant d'années de politiques ultralibérales qui se sont traduites par toujours plus de pouvoir et de marges de manœuvre pour le patronat, qu'est-ce qui empêcherait de faire le chemin inverse ? En quoi serait-il impossible de se doter d'outils législatifs, de voter des lois, même en urgence, contre les casseurs d'emplois, contre les entreprises qui ne respectent pas, délibérément, la collectivité ? Pourquoi n'y aurait-il pas obligation pour Ford de rendre les aides publiques de dizaines de millions d'euros perçues indument ? Pourquoi ne serait-il pas possible de bloquer un PSE d'une multinationale qui refuse ouvertement laisser son usine à un repreneur potentiel ? En quoi est-ce normal ou acceptable qu'une entreprise



puisse mentir, ne pas respecter ses engagements, se moquer des salariéEs et des pouvoirs publics aussi impunément ?

Mettre en place des activités utiles socialement

Donc oui, le problème est posé pour les pouvoirs publics d'intervenir, de prendre le contrôle des outils de production, de prendre le contrôle du parc machine et ainsi de préserver un site, un collectif de travail avec des savoir-faire. Et dans la foulée, cela pose le problème de l'élaboration, par l'État et les collectivités territoriales, d'une politique industrielle pour

réimplanter une activité rapidement. N'y a-t-il pas d'idées, de possibilités de mettre en place des activités utiles socialement et qui préserveraient l'environnement ? Pourquoi faudrait-il subir tout le temps ce prétendu réalisme, cette fatalité, celle de toujours accepter les mauvais coups, les licenciements, les liquidations d'entreprises ? Alors c'est vrai, dans notre cas, nous nous sentons si fragiles, si petits, pris dans un rapport de force si défavorable, que nous n'osons pas forcément mener cette bataille. Déjà, depuis l'annonce du désengagement de Ford en février 2018 et de la fermeture en juin dernier, nous avons mené une bataille qui paraissait perdue d'avance. Résultat, un an après, nous sommes en train de perdre. Et du coup, l'idée que cela ne sert à rien de résister gagne du terrain. Sauf que même sans trop d'espoir, même lucides sur nos moyens, sur

notre capacité à mettre la pression sur les pouvoirs publics, il peut être encore utile de résister, d'exiger de l'État qu'il agisse, qu'il trouve des solutions. C'est à nous de poser les problèmes, d'essayer de pousser dans le sens de nos intérêts, d'essayer de bousculer les choses.

Pour une initiative nationale contre les fermetures d'usines

Le problème est que si nous n'arrivons pas à sauver un bout d'usine et le plus d'emplois possible, y compris les emplois induits dans la région, ce qui nous attend est dramatique. Nous ne voulons pas des galères du chômage et de la précarité, les conséquences d'une fermeture d'usine sont trop graves pour abandonner la bataille. Or, cette lutte, nous devons aussi essayer de la mener avec la population, avec tout le monde autour, avec également les salariéEs victimes de fermetures dans d'autres usines. Pour changer le rapport de forces, il manque aujourd'hui une initiative nationale contre les fermetures d'usines, contre les plans de licenciements, une tentative de coordonner, de créer des liens de solidarité et de résistances collectives. Que ce soit du côté des confédérations syndicales ou des partis politiques et associations. Il y a comme une résignation généralisée, alors qu'il y a toutes les raisons de chercher à construire la riposte maintenant. Et il y a aussi sûrement les moyens de réussir des actions larges qui pourraient redonner le moral un peu partout, plutôt que de perdre chacun dans son coin.

En attendant, à Bordeaux, nous organisons le samedi 2 mars un concert de solidarité contre la fermeture de l'usine, avec des artistes, pour faire entendre notre colère, notre refus de baisser les bras, avec l'idée que tout n'est pas fichu. Le constat n'est pas nouveau mais il est terrible à voir en direct. Ford, comme d'autres multinationales ou groupes, peut fermer une usine, licencier des centaines de salariéEs sans quasiment aucune contrainte. Les services de l'État le reconnaissent : il n'existe pas dans la législation de moyens pour contraindre ou empêcher. Cela doit changer.

Philippe Poutou

SANTÉ L'espérance de vie stagne depuis 2014 en France

L'espérance de vie ne progresse plus. En 2015, elle a même baissé.

On nous expliquait que la chute était conjoncturelle, en raison d'une épidémie de grippe particulièrement virulente. Il faut dire que l'espérance de vie ne consiste pas à prédire la durée de vie des nouveau-nés, elle exprime la durée de vie moyenne d'une génération soumise aux conditions de mortalité de l'année considérée.

Capitalisme régressif

Mais l'explication conjoncturelle est un peu courte : la hausse tendancielle de l'espérance de vie, qui

avait progressé de 30 ans au 20^e siècle et de près de 4 ans entre 1999 et 2014, est stoppée. L'espérance de vie des hommes a certes progressé entre 2014 et 2018 (passant de 78,5 à 78,8 ans) mais celle des femmes a baissé (passant de 85,4 à 85,3 ans). Plus préoccupant encore, l'espérance de vie en bonne santé stagne depuis pas mal d'années. En 2004 et 2017, l'espérance de vie avait grimpé de 2 ans, alors que l'espérance de vie en bonne santé (64,9 ans pour les femmes et 62,6 pour les hommes en 2017) progressait de moins d'une année.

Les inégalités d'espérance de vie sont spectaculaires : en 2018, parmi les 5 % les plus aisés, l'espérance de vie des hommes était de 84,4 ans, contre 71,7 ans parmi les 5 % les plus pauvres, soit 13 ans d'écart. Chez les femmes, l'écart était plus faible (8 ans).

Le phénomène français n'est pas isolé : on observe dans beaucoup de pays une stagnation, voire une baisse de l'espérance de vie. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'espérance de vie baisse depuis 2014. Et les inégalités devant la mort augmentent. Le prétendu

« plein emploi » aux États-Unis est un leurre qui cache une société de plus en plus invivable pour les catégories populaires. L'espérance de vie y est 4 années inférieure à celle de la France (et une année inférieure à celle de Cuba...). Au Royaume-Uni, l'écart d'espérance de vie entre riches et pauvres est passé, pour les femmes, de 6,1 ans (2001) à 7,9 ans (2016) et pour les hommes de 9 ans (2001) à 9,7 ans (2016). Le caractère de plus en plus régressif du capitalisme se manifeste de façon spectaculaire dans le blocage de l'espérance de vie. Le projet inégalitaire de Macron aura, sans nul doute malheureusement, un impact négatif sur l'espérance de vie des catégories populaires. Il faut en finir avec Macron et son monde, pour une vie digne, intense et... longue !

Gaston Lefranc

RÉPRESSION

Le NPA 31 ciblé et attaqué par la police : stop aux violences policières !

Samedi 23 février, lors de l'Acte 15 des Gilets jaunes, des milliers de manifestantEs se sont de nouveaux retrouvés à Toulouse. Comme chaque samedi depuis le début de la mobilisation, le NPA 31 a défilé en cortège au côté des Gilets jaunes pour affirmer son opposition à la politique du président Macron. Et a été victime, en fin de manifestation, d'une intolérable agression policière.

Entre 14 h et 17 h, la manifestation était massive et les slogans témoignaient de la détermination du mouvement à porter haut

et fort ses revendications sociales et démocratiques. À 17 h, la police s'en est pris aux manifestantEs alors qu'ils et elles arrivaient place du Capitole. Ont

LE BLANC (36) Toujours mobiliséEs pour la maternité!

Ni les vacances scolaires ni les fêtes n'auront eu raison de la détermination du collectif CPasDemainLaVeille, mobilisé depuis des mois pour sauver la maternité du Blanc. Bien au contraire...

Le début d'année a annoncé la couleur : rouge de colère. Le collectif s'est invité aux vœux de l'hôpital Châteauroux-Le Blanc où une bonne quarantaine de personnes sont venues « plomber » la petite cérémonie orchestrée par la directrice de la fusion. Les 19 « servantes écarlates », au premier rang, muettes, ont fait régner une ambiance pesante dans la salle. L'intervention d'un des membres sonne comme une promesse : « En 2019, des bébés naîtront au Blanc ».

Convergences

Bien attachés à ce que cette promesse soit tenue, les défenseurs de la maternité multiplient les actions et opérations de communication. Ce qui évolue dans ce combat, c'est la capacité du collectif à établir des relations avec d'autres collectifs de maternités en lutte, et de construire la convergence des mobilisations. C'est pour cela qu'une délégation s'est rendue le 26 janvier à Bernay, au premier « rendez-vous des mater' en colère! », où se réunissaient des soutiens des maternités de Thann (68), Bernay (27), Mayenne (53) et Creil (60). Une



FB CPASDEMAINLAVEILLE

marche unitaire a notamment eu lieu sur place.

De nombreux points communs entre tous ces cas sautent aux yeux : éléments de langage identiques du côté des autorités, mise en avant d'une pseudo-dangereuse des petits sites d'accouchement, difficulté de stopper le rouleau compresseur « en marche »... La nécessité de continuer à travailler ensemble se fait ressentir. C'est pourquoi le collectif organise les 22 et 23 mars un deuxième rendez-vous de discussions, avec diverses

animations dont un concert de Gauvain Sers.

Contre le blabla macronien

La venue d'Emmanuel Macron dans l'Indre, le 14 février, n'a pas arrangé les choses et n'a pas calmé les nerfs de celles et ceux qui n'attendent que d'avoir un dialogue constructif avec des responsables politiques. Lors de sa visite, il a bien évidemment omis de rencontrer les membres du collectif, alors que ce dossier est reconnu comme brûlant vu

le tapage médiatique national. Macron prétend chercher le débat, mais prouve à chaque fois que ce n'est que de la com'. Il ne vient même pas rencontrer celles et ceux qui luttent depuis des mois et qui voudraient sortir de ce conflit par le haut.

Pire : il rajoute de l'huile sur le feu. Lors d'une rencontre avec les maires, le président de la République a affirmé devant l'élue du Blanc que « ce ne serait pas responsable de ma part de vous dire que [la maternité] va rouvrir ». Une trentaine de membres du collectif ont donc défilé près du site où était le président l'après-midi. Le gouvernement ne veut pas lâcher, les habitantEs non plus ! Samedi 16 février, une manifestation départementale des Gilets jaunes s'est déroulée au Blanc. CPasDemainLaVeille et le comité de défense de la gare d'Argenton-sur-Creuse ont répondu à cet appel pour former une mobilisation unitaire où la question des services publics en milieu rural était mise en lumière. Un rassemblement spontané devant les locaux de la maternité a donc été un des points forts de cette journée.

Antoine Godon (NPA 36)

MONTPELLIER Retour sur la grève victorieuse des postierEs de Rondelet

Entretien. Il aura fallu 18 jours de grève pour que La Poste cède devant la détermination des postierEs de Rondelet à Montpellier. Interview de **Marc Godard**, militant SUD PTT au bureau de Rondelet.

Qu'est-ce qui a déclenché cette action? Sur quelles revendications?

La revendication de base, c'était l'emploi par le biais de la dé-précarisation, et le retrait des tournées qu'on appelait au départ « renforts ». On a fait reculer sur les renforts ; on a obtenu 8 CDI mais on a buté sur les tournées 100% travaux extérieurs.

Quand et comment étaient prises les décisions collectives?

Les décisions collectives sont prises en AG, on en a fait régulièrement le matin pour informer tous les personnels, ce qui nous a aussi permis de faire sortir des agentEs en grève, et en début d'après-midi pour décider de la suite du mouvement. Nous étions là pour certains dès 5h du matin.



FB POSTIERS DE MONTPELLIER EN ACTION

La CGT était partie prenante de cette lutte ainsi que SUD, évidemment. Quelle a été l'attitude des autres syndicats ?

Les autres syndicats sont totalement absents ; comme il y a deux ans, lors de la dernière grève d'ailleurs. Pour certains, ils essaient

de passer dans les travées pour nous discréditer ou pour essayer de vendre des cartes en promettant les CDI qu'on a gagnés dans la lutte. Une OS a même fait passer un post sur internet, qu'ils ont rapidement retiré, car il était totalement mensonger. Je pense que, quoi qu'il en soit, on ressortira renforcés de cette lutte, aussi bien SUD que la CGT.

La défense des services publics est au cœur des revendications des Gilets jaunes. Quelles relations avez-vous eues avec eux ?

Nous sommes allés à leur rencontre le dimanche lors de leur AG ; ils sont venus nous voir lors de nos piquets de grève.

Des luttes pour les conditions de travail à La Poste sont fréquentes dans divers établissements. Comment comprendre leur éparpillement?

La Poste a bien compris qu'en faisant en sorte de ne jamais avoir deux bureaux sur un même territoire réorganisés en même temps, ils limiteraient de fait la contagion. On a beaucoup de mal à faire comprendre que les projets sont les mêmes, même s'ils sont décalés. De fait, les agentEs attendent d'être touchés directement pour éventuellement partir en grève.

Pourquoi n'est-il pas possible d'impulser un mouvement plus général à La Poste autour de revendications communes (sur les salaires, par exemple, ou sur le refus des négociations établissement par établissement)?

On essaie, en tout cas notre fédération s'y attelle sans pour le moment obtenir de résultats probants. C'est aussi dû aux dissensions qui ont cours entre les différentes organisations syndicales.

Propos recueillis par Claude (NPA 34)



DR

MARSEILLE

Quand la santé privée instrumentalise ses ancienEs patientEs

Le groupe Sainte-Marguerite est propriétaire de deux cliniques, pardon, hôpitaux privés, dans le 12^e arrondissement de Marseille : Vert-Coteau et Beauregard. Bien décidé à faire du fric avec notre santé, le groupe a le projet de fusionner les deux établissements, faisant ainsi de la structure le plus grand hôpital privé de France, avec 40% de lits en plus et... 40% de personnel en moins!

Pour construire ce « monstre » pour actionnaires (avec hélicoptère), le groupe se voit quasiment offrir à prix d'ami, par Jean-Claude Gaudin (encore lui!), le terrain d'un ancien collège, à proximité immédiate d'une station de métro et, comme par hasard, à deux kilomètres de deux hôpitaux de l'APHM (Conception et Timone) qui peinent à obtenir les moyens nécessaires à leur fonctionnement. N'oublions pas, par ailleurs, que deux autres établissements dépendant de l'APHM (au sud et au nord de la ville) dont un, menacé de fermeture, sont eux très loin de toute station de métro.

Méthodes mafieuses

Problème pour le groupe Sainte-Marguerite, un collectif de riverainEs s'est dressé contre le projet, et le Commissaire enquêteur a rendu un avis défavorable à sa réalisation. Même l'Agence régionale de santé, pourtant pas vraiment contestataire, s'y est déclarée opposée!

Tout cela n'effraie pas M. Gaudin, moins effondré que les immeubles de la rue d'Aubagne. Malgré toutes ces oppositions, il a déclaré qu'il ferait tout pour que le projet voie le jour.

Tout récemment, ce sont les fichiers d'ancienEs patientEs qui ont été carrément détournés pour les inciter à signer une pétition en soutien au projet pharaonique. Pétition lancée par l'attachée de direction du Groupe elle-même, avec en référence une page Facebook « Jean-Claude Gaudin contre l'abandon de la création de l'hôpital privé ». Pire, la pétition circule, à l'initiative de certains médecins, au sein des deux établissements destinés à la fusion, pour faire soutenir le projet par les malades eux-mêmes. Le collectif opposé au projet va saisir la Commission nationale informatique et liberté pour dénoncer le détournement des données de patients. Le personnel est bien sûr, lui aussi, invité à signer la pétition, avec les pressions que l'on peut imaginer de la part de l'encadrement. Ces méthodes mafieuses sont celles d'intérêts financiers pour lesquels notre santé est bien le cadet de leurs soucis...

Une « réunion d'information » a été organisée par le direction avec des représentants du personnel, mais comme par hasard, seule la CFDT, fidèle soutien, a été invitée ; pas la CGT qui s'oppose au projet. On a les soutiens qu'on mérite!

Marion et Jean-Marie

été utilisés, avec une violence inouïe, gaz lacrymogènes, grenades et LBD pour disperser les Gilets jaunes.

Violences coutumières

Des violences malheureusement coutumières à Toulouse. Lors d'une conférence de presse organisée le 29 janvier, l'Observatoire toulousain des pratiques policières (qui comprend la Ligue des droits de l'homme, Copernic et le Syndicat des avocats de France), dénonçait ce qui suit :

- le changement de type des grenades lacrymogènes entre le mois de novembre et aujourd'hui : les CM6 (60 g) de gaz ont été remplacées par des CM3 (240 g du même gaz). La nocivité des nuages de gaz en est fortement accrue (vomissements, nausées, intoxications durables...);

- comme l'a signalé un des fabricants des Lanceurs de balles de défense, les munitions tirées sont souvent autres que celles préconisées par le fabricant ; l'Observatoire a pu ramasser au sol des balles contenant moins de caoutchouc et donc entraînant des blessures plus graves ;

- les grenades de désencerclement GLI-F4 (dont la charge de TNT disperse des blocs de caoutchouc à grande vitesse) ont été massivement utilisées ;
- 8 motos de « voltigeurs » sont en service, avec un passager armé entre autres d'un LBD, alors qu'il est impossible de viser en roulant. Une moto a traversé à grande vitesse la manifestation du 8 décembre pour tenter une interpellation ;
- 2 canons à eau ont été utilisés (y compris contre des manifestants bras levés ;

- plusieurs fusils d'assaut ont été vus (dont heureusement aucun usage n'est avéré...).

Agression contre le NPA

Le 23 février, le cortège auquel participait le NPA est sorti de la place du Capitole vers la rue des Lois. À ce moment, plusieurs dizaines de policiers sont arrivés en courant et ont violemment matraqué nos militantEs alors qu'ils et elles ne représentaient aucun danger. Les militantEs étaient calmes et étaient en train de se disperser. Ils et elles se sont retrouvés face à une horde policière déchaînée qui en avait spécifiquement après le NPA. Les policiers ont déchiré la banderole du NPA, saisi un mégaphone et tenté d'arrêter notre camarade qui avait chanté les slogans durant la manifestation.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

Nous avons appris, suite à la manifestation, que d'autres groupes, politiques ou avec banderole, avaient également été ciblés par la police. Nous prendrons tous les contacts unitaires pour dénoncer

ensemble ces violences car il y a bien une volonté délibérée du pouvoir de briser celles et ceux qui participent à la mobilisation.

Les violences policières ont fait, depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, des centaines de blessés. Le pouvoir macroniste aux abois ne répond à la colère sociale que par la violence. Christophe Castaner qui, en tant que ministre de l'Intérieur, porte une responsabilité particulière dans ce développement inédit de la répression, doit partir.

Les violences policières ne nous feront pas taire. Le mouvement des Gilets jaunes est encore bien vivant et nous continuerons dans les jours et semaines qui viennent à construire la mobilisation contre Macron et son monde.

Correspondants

Les comités en action!

Réunion à Nantes, le 7 mars: ouvrons les frontières! Nous avons touTEs en tête ces images qui soulèvent le cœur des milliers de mortEs en Méditerranée: 2260 personnes rien qu'en 2018 d'après le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés. Combien de temps va-t-on revoir ces scènes honteuses, va-t-on accepter que la Méditerranée soit transformée en cimetière marin, par la faute des dirigeants des grands pays européens, gouvernement français inclus? L'Europe, claquemurée derrière ses frontières, serait-elle à l'abri de la « misère du monde »? Trouver des solutions d'hébergement, organiser des permanences médicales, préparer des repas collectifs, faire du lien, tout simplement, pour lutter contre l'isolement: autant de tâches urgentes et nécessaires qui sont, heureusement, prises en charge par des citoyenEs indignés par cette situation. Mais combien de temps ces citoyenEs pourront-ils continuer de se substituer aux pouvoirs publics? Nous avons les moyens de faire autrement! Ouvrons les frontières! Liberté d'installation! Régularisation de touTEs les sans-papiers! L'urgence de ces revendications est portée par les migrantEs eux-mêmes pour le droit de vivre dignement. Sans papiers, aucun avenir n'est possible pour celles et ceux qui sont parvenuEs jusqu'ici! Quelles sont les causes des migrations? À quoi servent les frontières? Que signifie ouvrir les frontières et régulariser les sans-papiers? Que peut-on faire collectivement? Venez débattre, poser vos questions, partager vos expériences! Rencontre-débat organisé par les militantEs du NPA 44, en présence de Julien Salingue, membre de la direction du NPA, et de militantEs sans-papiers nantais.

Réunion du NPA 44
JEUDI 7 MARS, 20H30
Ouvrons les frontières!
Médiathèque Jacques-Demy,
24 quai de la Fosse à Nantes.

l'Anticapitaliste la revue
Le n°103 toujours disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Souscription du NPA

Une voix anticapitaliste aux élections européennes: Yes, We Can! Oui, il le faut!

«Européennes: les listes Macron et Le Pen dominent la campagne», titrait le Monde du mardi 26 février. La campagne est largement lancée. Savoir si elle sera dominée – ou pas – par les listes Macron ou Le Pen, ou les deux, des listes concurrentes plus qu'adversaires, dépend aussi de notre détermination à faire qu'une voix s'élève, anticapitaliste, lutte de classe et internationaliste.



Rappelons-nous la campagne présidentielle de 2017, où la voix de Philippe Poutou, un soir sur un plateau de télé, a cloué le bec d'une certaine Marine Le Pen... et d'une belle brochette d'autres. La voix d'un travailleur qui était en phase avec celle de millions d'autres. Ce qu'on a réussi à l'échelle nationale, on le pourrait à l'échelle européenne.

Contre leur Europe

Car il sera évidemment question de l'Europe dans cette campagne, de ce continent où les multinationales de l'automobile, du transport routier ou aérien, de l'agroalimentaire ou du grand commerce, pour ne citer que celles-là, s'entredévoient; où leurs appétits rivalisent pour pousser toujours plus loin l'exploitation, la précarisation et la paupérisation du monde du travail; pour pousser toujours plus loin aussi les dégâts écologiques, la soumission aux lobbies et la corruption. Leur Europe capitaliste, forteresse, contre des centaines de millions de personnes, et contre la nature.

Macron est au pouvoir (avec quelque 20% de suffrages exprimés) et Marine Le Pen aspire à y être (avec pas davantage, selon les derniers sondages). La politique de Macron et de ses amis patrons, on la connaît: elle a soulevé le vaste mouvement des Gilets jaunes, après avoir soulevé la colère des cheminotEs et de bien d'autres secteurs de la classe ouvrière. La politique de Marine Le Pen, on la connaît aussi: nationalisme, xénophobie, démagogie populiste savamment dosée qui ne va pas jusqu'à défendre l'augmentation des salaires et des retraites. Ses amis des droites extrêmes aux gouvernements de quelques pays

en Europe s'y illustrent par des attaques forcenées contre les intérêts et les droits des travailleurs.

Des aspirations à faire entendre

Le hochet que vont probablement agiter les listes LRM et RN, sur le mode doucereux ou violent, pour tenter de tromper les classes populaires, ce sera encore et à nouveau la question de l'immigration. Macron ferme les frontières,

interdit à tout navire humanitaire d'aborder dans les ports français (et tant pis pour les noyéEs en Méditerranée). Marine Le Pen prétend qu'on pourrait les fermer davantage encore: Madame serrure à double tour! Tous deux sont partisans de la chasse aux migrantEs, adeptes d'une Europe des barbelés ou des murs entre les êtres humains, de ces murs de la honte, à la sauce de leur ami Trump.

Oui, il y a besoin d'une autre voix! Besoin que les exploités et opprimés d'Europe en butte aux mêmes appétits patronaux, que les jeunes d'Europe en lutte contre les dégâts climatiques, affirment leur aspiration à un monde sans frontières et leurs perspectives d'émancipation sociale. Et il y a besoin des moyens financiers pour que le NPA se présente...

Montpellier

Succès de la réunion publique avec Philippe et Béatrice à Montpellier

À partir de la présentation du livre Ford Blanquefort, même pas mort!, qu'ils ont coordonné, Philippe et Béatrice ont décrit, devant plus de 130 personnes, la longue lutte pour la défense des 800 emplois contre la multinationale US, gavée jusqu'au bout d'aides publiques.



LEMOUVEMENT.INFO

Pourtant, Philippe nous a d'emblée informé que... les Ford, c'était fini. L'information venait de tomber, la liquidation de l'usine devenait inéluctable car la capacité de riposte ouvrière n'aura pas été suffisante dans cette séquence décisive. Mais notre camarade a inscrit cet échec dans un cadre analytique où la lucidité sur ce qui fait mal reste accrochée au repérage de ce qui dit que la lutte continue. Et cela, pour peu que se travaillent les questions de convergence des mobilisations par-dessus les obstacles en mutualisant les leçons sur les raisons des échecs.

D'où une approche du mouvement des Gilets jaunes mettant en avant son apport premier, sa capacité à défier le pouvoir et même à le mettre sur la défensive. Et cela sans idéaliser un mouvement cherchant encore le débouché lui permettant de faire sa rencontre décisive avec les secteurs du mouvement ouvrier disponibles pour en découdre. Philippe a bien pointé la tentative en cours de criminalisation de la révolte en jaune, avec entre autres

l'instrumentalisation d'actes antisémites. Une manœuvre du pouvoir qui doit être dénoncée, mais qui

n'amoindrit pas la nécessité de lutter, y compris à l'intérieur de nos combats, contre l'antisémitisme,

à l'égal de tous les racismes et discriminations.

Le bilan de cette réunion est à tout point de vue positif et encourageant, entre autres par la forte présence de jeunes, aux côtés de salariéEs, dont ceux et celles de Sanofi, et, au total, par le nombre de personnes venues pour la première fois écouter ce que le NPA a à dire sur la situation et qui, pour certainEs, souhaitent garder le contact avec nous, voire adhérer! Enfin nous remercions nos amiEs kurdes, antinucléaires d'ADN 34 (Arrêt du nucléaire 34) ou de BDS, qui ont répondu à notre invitation à tenir une table de leur presse.

Correspondant NPA 34

Bande dessinée

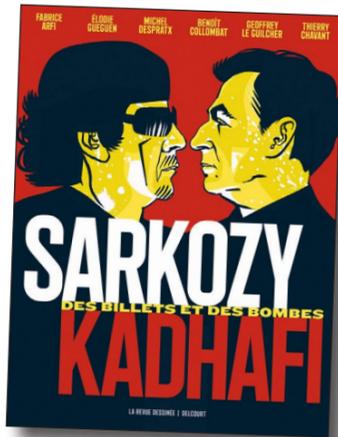
Sarkozy-Kadhafi: des billets et des bombes

Scénario Fabrice Arfi, Geoffrey Le Guilcher, Élodie Gueguen, Michel Despratx et Benoît Collombat, dessins Thierry Chavant, Delcourt, 237 pages, 24 euros.

Peu de chance de refermer cet ouvrage avant la dernière page, tant les événements s'enchaînent avec une logique implacable. Vous risquez même d'être pris de vertige devant l'accumulation des révélations sur cette affaire Sarkozy-Kadhafi.

Affaire rocambolesque

On croit à tort tout savoir des révélations de *Mediapart* et du *Monde*. L'affaire rocambolesque présente tant de ramifications et de coups tordus, sinon sordides, qu'il fallait un approfondissement minutieux des faits et une mise en perspective sous forme de schéma relationnel. Seul le support BD et tous les artefacts qu'il permet pouvait réussir cette prouesse. C'est pourquoi, pour vous guider dans le récit autant que pour vous empêcher de perdre pied face à la multiplicité des intervenants et révélations, un petit personnage avec une grosse tête orange (un « emoji ») intervient souvent dans le récit. Il est à la fois le narrateur et l'enquêteur, qui dévoile les coulisses d'une affaire aux proportions démesurées. N'oublions jamais que, pour plusieurs mallettes remplies de billets, il y a eu une intervention militaire meurtrière française en Libye, la destruction du pays, la déstabilisation de la région, le renfort de l'obscurantisme meurtrier djihadiste et la mort suspecte de témoins-clés.



Merci la France!

Six ans après la guerre, les journalistes ont réussi à faire avouer à notre « crétin » national, BHL, ceci : « Non, il n'y avait pas eu de massacres de civils mais cela ne change rien à la justesse de l'intervention. C'était tout l'enjeu [...] d'éviter qu'il y en ait. »¹ No comment ! L'exfiltration de France de Bachir Saleh, grand argentier de Kadhafi, trois jours avant le second tour de la présidentielle de 2012, sous les yeux du patron de la DCRI relève du meilleur polar avec des « barbouzes » qui s'expriment en vrais « Tontons flingueurs ». Le problème c'est que nous n'avons pas affaire à un film ! Tout est vrai et la justice dispose des enregistrements.

Le 27 janvier 2017, devant la Cour pénale internationale, le beau-frère de Kadhafi, Abdallah Senoussi, déclare avoir financé la campagne de Sarkozy. Le 22 février 2018, l'exfiltré Bachir Saleh confirme, depuis l'Afrique du Sud, les accusations de financement à la télé française et au *Monde*. Le soir, il est touché de plusieurs balles, et les tueurs le laissent pour mort, ce qu'il n'était pas tout à fait. Après un dernier mensonge de Sarkozy, le récit se clôt en novembre 2018 avec la promenade d'un petit garçon libyen dans les ruines de Syrte, où paradent les commandos djihadistes. Merci la France !

Grande invention graphique

La BD *Sarkozy-Kadhafi* paraît sept ans après les premières révélations de *Mediapart*. Pas moins de cinq journalistes ont collaboré à la mise au point du scénario, dont Benoît Collombat qui avait déjà travaillé avec le dessinateur Étienne Davodeau², et c'est Thierry Chavant qui s'est collé à la mise en scène dessinée de ce documentaire/thriller. Les quelques faiblesses de trait dans la représentation des visages sont largement compensées par une narration nerveuse des événements et une grande invention graphique pour les scènes de guerre ou des assassinats de Kadhafi, de Choukri Ghanem et autres protagonistes.

Si les documents reproduits en fin d'ouvrage résonnent comme des pièces à charge et irréfutables, il n'en reste pas moins que les Sarkozy, Hortefeux, Guéant, Woerth ou Squarcini ne sont que mis en examen. La justice passera-t-elle un jour ? En dépit de toutes ses qualités, la BD ne peut évidemment pas répondre à cette question...

Sylvain Chardon

1 – Page 108, entretien réalisé au domicile du

« philosophe » le 30 juin 2017.

2 – Voir *L'Anticapitaliste* du 5 janvier 2019.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

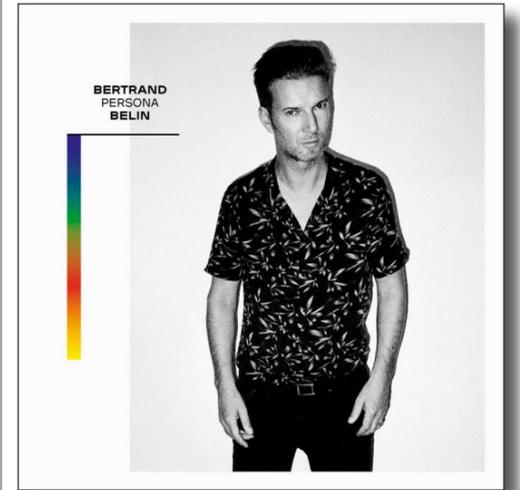
Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

Chanson

Persona, de Bertrand Belin



« Petit à petit l'oiseau fait son bec [...] et quand vient le soir, qui vient à coup sûr, il veut avoir dit quelque chose. »

Le titre introductif, avec son texte court et son synthé qui étonnera les habitués, annonce la couleur : Bertrand Belin ne se contentera pas de nous séduire par son allure de dandy fausement décadent, sa voix grave presque murmurée, ses sons de guitare veloutés, et ses chansons entre rock et folk aussi sensibles qu'ingénieuses, comme autant de prétextes à boire un alcool vieux en bonne compagnie et tomber amoureux.

Le monde s'invite dans les chansons qu'on écrit

Certes il nous fera encore, avec ses textes comme des haïkus, la démonstration de son sens de la formule et d'une constante économie de moyens. Des fragments déclamés ou à peine chantés, lancés par à-coups, prenant son temps entre chaque, avec l'assurance de celui qui sait que l'auditoire l'écoute, attend la suite, et sera à coup sûr admiratif, pour peu qu'il fasse l'effort de se plonger dans ces textes d'apparence opaque mais fortement évocateurs.

Car notre homme n'est pas seulement un – excellent – guitariste qui s'est mis un jour à chanter, mais aussi un écrivain. Ainsi ce disque fait écho à son nouveau roman, *Grands carnivores*, qui évoque deux frères placés de part et d'autre du mur du libéralisme. Belin, faisant confiance à ses marottes au moment où elles se présentent, s'intéresse ici aux petites gens, aux prolos, aux déclassés, à celles et ceux qui ne se laissent plus pié-tiner, ou essaient.

« Des hommes et des femmes sur le cul », des « camarades », traités comme des « chiens ».

Il y est toujours question d'amour, mais non plus dans une ville d'Europe du Sud ou au bord d'une côte bretonne, c'est au tour d'« un vaste chantier », moins beau mais aussi moins renfermé sur soi.

« Fatalement, le monde s'invite dans les chansons qu'on écrit », dit le musicien dans une interview. Cette fatalité-là s'est donc invitée chez lui avec à-propos, comme s'il avait deviné que nous verrions enfin un mouvement social que les puissants ne peuvent plus ignorer et – espérons-le – contenir.

Un disque intimiste mais à plusieurs, où il chante en duo avec sa batteuse et compose quelques titres en groupe. Nous restons ici en équipe réduite, mais plus tout seul, et en excellente compagnie.

« On annonce un été de *Canadairs*, de ciels embrasés ». Chic, nous sommes prêts, et attendons fébrilement en nous délectant de ce nouvel album. Un disque qui mélange idéalement sens et sensations, bref un disque indispensable.

Benjamin Croizy



Cinéma

« Peu m'importe si l'histoire nous considère comme des barbares », de Radu Jude

Film roumain, 2 h, sorti le 20 février.

Il est difficile d'imaginer un titre de film moins commercial. Mais cette phrase a été prononcée par Mihai Antonescu, homme politique clef du gouvernement roumain durant les années 1941-1944, et l'un des principaux responsables de l'assassinat par l'armée roumaine de 15 à 20 000 Juifs à Odessa en 1941 et d'approximativement au total 300 000 Juifs et 30 000 Roms.

Contre une vision enjolivée de l'histoire

Dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale (et notamment en Roumanie), règne une vision de l'histoire qui peut schématiquement se résumer ainsi : avant la Seconde Guerre mondiale, le pays était en route vers la démocratie et la prospérité mais en 1945 sont arrivés les communistes qui ont imposé leur dictature. C'est à cette vision enjolivée de la Roumanie des années 1930 et 1940 que s'attaque ici Radu Jude, après avoir évoqué dans *Aferim* (2015) l'esclavage des Roms au 19^e siècle. Mihai Antonescu était en effet ministre dans le gouvernement du maréchal Ion Antonescu, « Conducator » (autrement dit Führer) de la Roumanie entre 1940 et 1944. Contrairement à Pétain ou à Horthy en Hongrie,



Rappeler le massacre d'Odessa

Mariana, jeune femme metteuse en scène, a obtenu un contrat d'une municipalité pour organiser avec de grands moyens (nombreux figurants, matériel...) un spectacle militaire. En fait, elle n'a pas du tout l'intention de représenter les soldats roumains en combattants de la liberté mais de rappeler le massacre d'Odessa. Le représentant de la municipalité, Movilă, s'en rend compte et lui signifie qu'elle aurait carte blanche pour représenter les atrocités communistes mais que là, ça ne va pas...

Le film tourne largement autour de la confrontation entre Mariana, qui ne veut pas céder et Movilă qui menace et lui explique que, de toute manière, son spectacle ne sert à rien : des génocides, il y en a eu et il y en aura. Les figurants eux-mêmes ne sont pas dépourvus de préjugés antisémites et anti-roms. Pour la plupart des interlocuteurs de Mariana, il est

celui-ci n'a pas livré les Juifs des territoires sous l'autorité roumaine aux nazis, non pour les protéger mais pour accomplir sa propre extermination. L'armée roumaine (accompagnée de milices) a donc joué un rôle majeur dans les tueries. Les Juifs apatrides étaient anéantis en priorité, tandis que ceux restés roumains avaient plus de chances d'être épargnés.

inutile de remuer le passé et de diviser les Roumains. De plus, on ressort à Mariana le fait qu'une partie des Juifs a été épargnée (argument habituel de partisans de la réhabilitation d'Antonescu), ce qui suscite chez elle cette magnifique réplique : « Si un assassin entre dans une pièce où il y a 10 personnes et en tue 5, doit-on retenir qu'il a sauvé 5 personnes de la mort » ?

Un film excellemment joué et mis en scène

Mariana monte finalement son spectacle représenté sur une grande place. C'est grandiose et, croit-elle efficace, mais la majorité des spectateurs vont applaudir frénétiquement les soldats roumains et ne pas réagir devant le meurtre des Juifs.

Le film est excellemment joué et mis en scène ; sa faiblesse est sans doute un trop grand intellectualisme et une certaine tendance au bavardage : Mariana n'est pas avare de citations de divers auteurs. Mais tout en tentant de dégonfler les baudruches historiques, Radu Jude ne se paye pas d'illusions : il faudra autre chose que des spectacles pour venir à bout des racismes.

Henri Wilno

« Il s'agit d'être rationnel, en appréhendant le jihadisme comme un phénomène de long terme »

Entretien. Pierre Puchot est journaliste indépendant. Il a publié en 2018, chez Stock, « Le combat vous a été prescrit : une histoire du jihad en France », coécrit avec Romain Caillet. Nous revenons avec lui, à l'occasion du débat sur un éventuel rapatriement de jihadistes français depuis l'Irak et la Syrie, sur l'actualité du phénomène jihadiste.

On a appris, il y a quelques jours, la mort, dans un bombardement en Syrie, du jihadiste français Fabien Clain. De qui s'agit-il ? Quel rôle jouait-il en Syrie ?

Fabien Clain est né en 1978, donc c'est, en quelque sorte un « vieux de la vieille », c'est-à-dire un jihadiste de la deuxième génération, venue après celle qui avait connu la guerre civile en Algérie. Il a contribué à structurer le jihadisme dans la région de Toulouse, ce que l'on appelle un « recruteur opérationnel ». Il a formé un certain nombre de personnes, avec son frère Jean-Michel, dans la filière dite d'Artigat, qui a voulu envoyer des jihadistes en Irak en 2008. Fabien Clain, comme son frère, a un parcours assez classique, il est allé se former en Égypte et, sans être lui-même un idéologue, maîtrisait bien la vulgate jihadiste. Il a finalement été arrêté en France, et condamné à 5 ans de prison en 2009. Peu de temps après sa sortie, il se rendra en Syrie, début 2015, et va devenir un personnage clé du jihadisme français là-bas, au sein de l'État islamique. Il y retrouve plein de ses camarades et devient un pilier de la communauté jihadiste française, c'est même lui qui revendiquera les attentats du 13 novembre. Il va par la suite être éclipsé par quelques autres, notamment Rachid Kasim, qui s'exprime beaucoup sur les réseaux sociaux au nom de l'État islamique. On avait fini par se demander où il était passé, il avait diffusé plusieurs messages l'année dernière qui indiquait qu'il était toujours en vie, et l'annonce de sa mort a finalement confirmé qu'il était toujours en Syrie.

L'assassinat de Fabien Clain, de même que le débat sur le rapatriement des jihadistes détenus par les Kurdes, a remis la lumière sur la présence de jihadistes français en Syrie. Sait-on à peu près combien ils et elles sont ?

L'année dernière, le ministère de l'Intérieur estimait qu'il y avait encore 700 Français jihadistes sur place, mais depuis certains ont été livrés à l'Irak, à la Syrie d'Assad, détenus par les Kurdes, et d'autres « perdus ». Il en reste probablement plusieurs centaines aujourd'hui, il y a toujours une présence là-bas, entre autres parce qu'il y a eu au cours des dernières années une politique reposant autour du principe : « Il ne faut pas qu'ils rentrent. »

De ce point de vue, les choses semblent avoir changé, puisque la question du retour des jihadistes est aujourd'hui ouvertement posée par les autorités...

Aujourd'hui, le discours que tous les chercheurs un peu sensés et raisonnables tenaient ces dernières années semble avoir enfin été entendu : il faut faire revenir ces gens, les juger, afin de provoquer une prise de conscience quant au



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

phénomène jihadiste, et ne pas les laisser sur place, où ils pourraient être soit relâchés dans la nature, soit soumis à des procès tout sauf démocratiques...

Pourquoi les choses ont-elles changé ?

Le grand problème de la question du rapatriement et du jugement des jihadistes est qu'elle est soumise au temps politique. Le temps du jihad est un temps long, le jihad en France commence au début des années 1990, avec la première cellule du GSPC [Groupe salafiste pour la prédication et le combat], en solidarité avec le GSPC, qui s'installe en France, qui se construit, avec peu à peu des centaines, voire des milliers de candidats potentiels

au jihad. On parle d'un mouvement historique, avec des ramifications internationales, une vraie lecture du monde, etc.

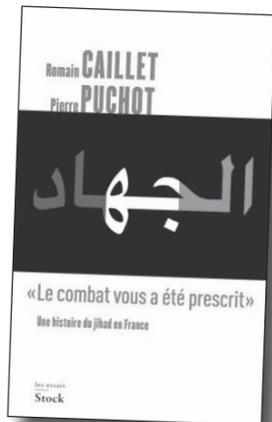
Or, jusque récemment, le ressenti du 13 novembre était encore jugé trop fort par les politiques, et du coup la majorité d'entre eux tenaient un discours certes réactionnaire mais aussi émotionnel, alors qu'il s'agit d'être rationnel, en appréhendant le jihadisme comme un phénomène de long terme, qui ne peut se satisfaire de réponses de court terme, émotionnelles, de politiques de courte vue. La question qui est posée est de se donner le moyen de procès publics, permettant d'analyser et de comprendre le phénomène jihadiste. Certains parlent d'un « Nuremberg du jihad », la formule est malheureuse mais l'idée est là : considérer le jihadisme de manière rationnelle, historique, le juger en toute transparence, au nom des lois, pas des émotions, en toute rationalité.

Cela semble être l'idée d'une partie des autorités, même si c'est aussi sous la contrainte, avec les Kurdes qui menaçaient de relâcher leurs prisonniers dans la nature. Et ce même si, en outre, la visite de Macron en Irak tend à indiquer que certains voudraient croire que l'Irak pourrait être un allié sur cette question. Or, et ce n'est pas

faire injure aux Irakiens que de dire cela, avec la guerre civile, les difficultés énormes de l'État, etc., leur système judiciaire est à l'image de ce qu'est le pays, sans oublier que la peine de mort y est pratiquée... On peut donc douter que l'Irak puisse être un allié dans ce domaine.

Mais l'idée de grands procès en France pourrait néanmoins suivre son cours, et ce serait l'occasion d'entendre tous ces gens qui travaillent sur la question, parfois depuis longtemps, des chercheurs, des avocats, des associations de victimes, etc. Ce type de procès pourrait être l'occasion de les entendre, et d'élaborer des réponses autres que purement répressives...

Propos recueillis par Julien Salingue



L'image de la semaine



Vu ailleurs

AMAZON TRAQUE SES SALARIÉS SUR FACEBOOK.

Le géant de la vente en ligne a viré plusieurs de ses salariés français qui ont soutenu le mouvement des gilets jaunes. Deux d'entre eux l'ont été sur le site de Douai. Reportage à la porte de l'entrepôt nordiste, où une présence de 2 ou 3 ans vous donne déjà un statut d'ancien. [...]

« Généralement, ici, il n'y a que des jeunes, commente Habib Latreche, délégué syndical CGT. Les anciens, soit ils partent, soit ils sont mis de côté. Ça en dit long sur les recrutements. » Long aussi sur les kilomètres qu'il faut parcourir chaque jour dans l'entrepôt et sur les « trajets qu'on n'essaie pas d'optimiser » pour ménager les salariés. « À force de marcher, certains ont des restrictions médicales », commente le délégué syndical. « En ce moment, c'est très tendu », confie-t-il, évoquant le licenciement de deux salariés du site qui ont posté sur leur compte Facebook des messages de soutien au mouvement des gilets jaunes. « Pour certains salariés, ils (ces salariés licenciés) ont commis une faute professionnelle et l'entreprise a fait valoir ses droits. Une autre partie trouve que ce n'est pas normal et le reste ne se prononce pas », résume-t-il. [...]

Mylène, qui vient de terminer sa journée, s'arrête quelques minutes avant de repartir chez elle. Que pense-t-elle des « licenciements Facebook » ? « On n'est pas réellement choqués car on est habitués à ce qu'Amazon licencie pour rien, mais ça marque toujours. Maintenant, les gens ont peur d'écrire sur Facebook, même sur leur vie personnelle. » Son travail consiste à gérer les mouvements de camions qui arrivent et repartent de l'entrepôt : « Je n'ai pas de pression sur la production mais plus sur la sécurité. »

Elle se souvient cependant du poste qu'elle a dû occuper pendant une semaine à la préparation des colis : « J'ai oublié une étiquette code-barres sur un article. On est venu me voir deux jours après. Ce sont comme des petits avertissements verbaux. Ici, on appelle ça des "feed-back". On est également venu me voir un mois après pour un courrier d'avertissement, correspondant à un arrêt de production. » Dans le jargon Amazon, on appelle cela un « courrier de sensibilisation ». « Ici, le management a une forme insidieuse, estime Habib Latreche. On essaie de faire copain-copain avec vous. On aime bien également infantiliser les salariés, avec par exemple les journées "have fun", où il faut venir déguisé. Le but est d'instaurer une fausse complicité. Mais, quand on se retrouve seul devant le bureau du chef ou du DRH, il n'y a plus d'amis. »

Ludovic Finez, « Amazon : "On est étouffés, pris pour des chiens" », l'Humanité, 21 février 2019.

1 - Les prénoms ont été modifiés.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	1 an <input type="checkbox"/> 56 €	6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	1 an <input type="checkbox"/> 44 €	6 mois <input type="checkbox"/> 10 €
Hebdo + Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	1 an <input type="checkbox"/> 100 €	6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org